

Conférence du G-7 sur l'emploi

Lille, France

1^{er} et 2 avril 1996

Cahier d'information

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20083234 6

DOCS

CA1 EA 96G72 EXF

G-7 Employment Conference Lille,
France April 1-2, 1996 : backgroun
information. --

43277565

Table des matières

Biographies

John Manley, ministre de l'Industrie 3

Douglas Young, ministre du Développement des ressources humaines 4

Information générale

La Conférence du G-7 sur l'emploi 7

La création d'emplois dans le G-7 11

Promouvoir la croissance économique et la création d'emplois au Canada 17

Fiches de renseignements 23

Canada

France

Allemagne

Italie

Japon

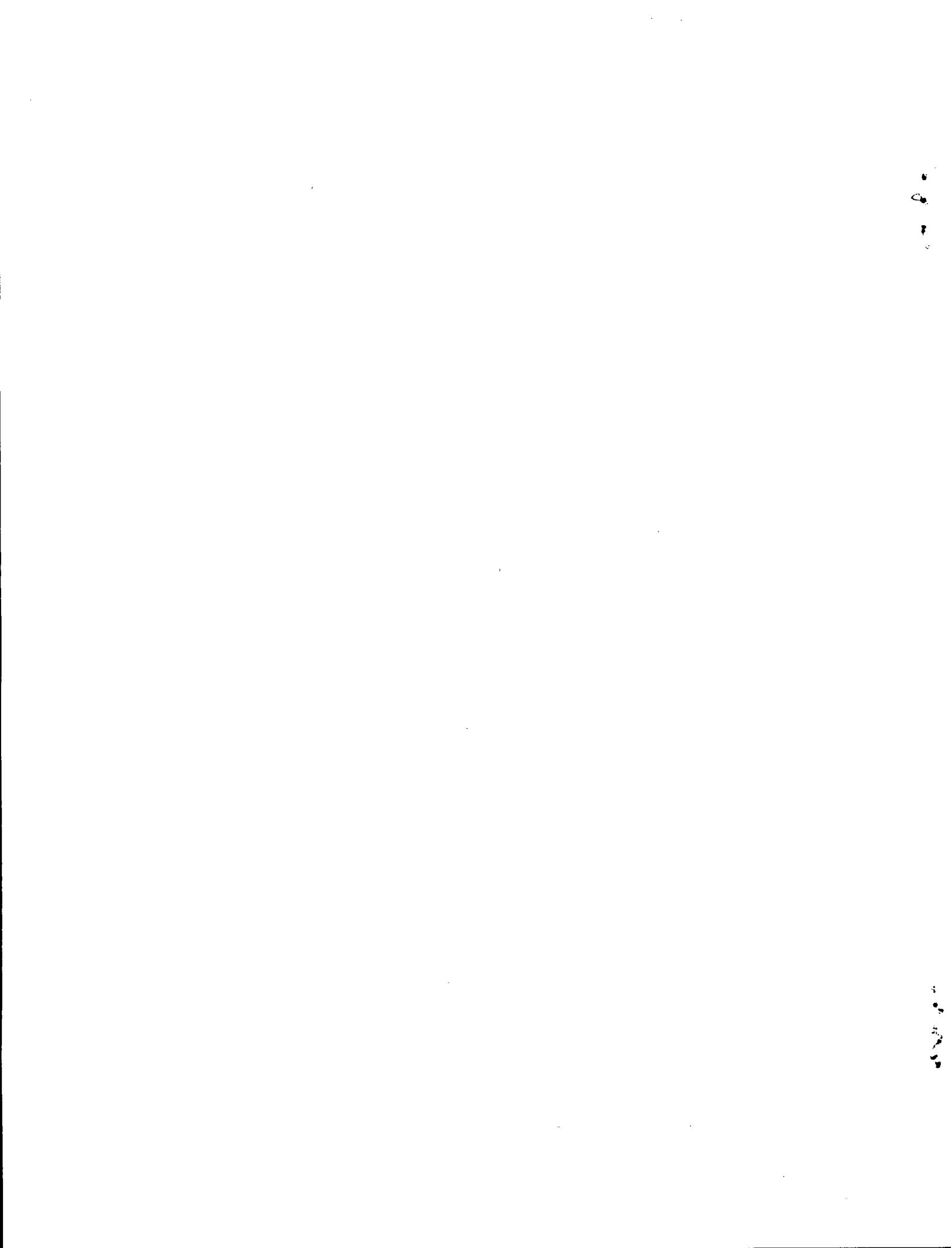
Royaume-Uni

États-Unis

4

4

Biographies



L'HONORABLE JOHN MANLEY
Ministre de l'Industrie

L'honorable John Manley, ministre de l'Industrie, a été élu député d'Ottawa-Sud pour la première fois en 1988 et réélu en 1993. Il a été nommé ministre de l'Industrie le 4 novembre 1993. Depuis janvier 1996, il est en outre ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec).

M. Manley est également chargé d'un grand nombre d'organismes gouvernementaux, dont le Conseil des normes, l'Agence spatiale canadienne, le Conseil national de recherches, Statistique Canada, la Banque de développement du Canada, la Commission canadienne du tourisme, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Parmi ses réalisations à titre de ministre, mentionnons la négociation de l'Accord sur le commerce intérieur avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, le lancement du Plan spatial à long terme du Canada, la mise à jour du mandat de la Banque de développement du Canada et l'avancement des lois-cadres du marché, qui donneront aux entreprises canadiennes un avantage compétitif sur le marché mondial.

Avant de se lancer dans la politique, M. Manley exerçait à Ottawa la profession d'avocat spécialiste du droit commercial et du droit fiscal. M. Manley et son épouse Judith habitent à Ottawa avec leurs trois enfants : Rebecca, David et Sarah.

L'HONORABLE DOUGLAS YOUNG
Ministre du Développement des ressources humaines

L'honorable Douglas Young, ministre du Développement des ressources humaines, est entré pour la première fois à la Chambre des communes en 1988, lorsqu'il a été élu député de la circonscription Acadie-Bathurst (Nouveau-Brunswick). Il a été ministre des Transports du 4 novembre 1993 au 25 janvier 1996 avant d'être nommé ministre du Développement des ressources humaines.

Outre ses responsabilités ministérielles, M. Young est vice-président du Comité du Cabinet chargé de la politique du développement économique, et membre du Comité du Cabinet chargé de la politique du développement social et du Conseil du Trésor.

Avocat et ancien homme d'affaires, M. Young a été élu à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1978 et a exercé les fonctions de chef du Parti libéral de cette province de 1981 à 1983. Il a été réélu en 1982 et en 1987.

M. Young a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université St. Thomas et un diplôme de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick, à Fredericton.

Information générale

La Conférence du G-7 sur l'emploi (les 1^{er} et 2 avril 1996, Lille, France)

Les ministres des pays du G-7 chargés de l'emploi, des finances et de l'industrie se réunissent à Lille, en France, les 1^{er} et 2 avril, pour discuter de création d'emplois et de réduction du chômage. Le moment et les thèmes de la conférence concordent bien avec les priorités du Canada, pour qui la création d'emplois et la croissance demeurent de la plus haute importance. Comme le montre le Budget fédéral, le Canada s'est doté d'une stratégie intégrée pour stimuler la croissance économique et créer des emplois. En raison de leurs visions différentes, les ministres du G-7 adopteront des approches diverses du problème, certains s'attachant à des politiques qui placeront leurs économies sur la voie d'une croissance soutenue à long terme, d'autres préconisant des politiques qui couvriront plus particulièrement les besoins du marché du travail. L'objectif commun revient à faire naître une conjoncture propice à la création d'emplois.

Cette conférence fait suite à la conférence sur les emplois, qui s'est tenue à Detroit en 1994, et aux sommets du G-7 à Naples (1994) et à Halifax (1995). À Halifax, les leaders du G-7 ont accepté l'invitation du président Chirac qui s'est proposé comme l'hôte du Sommet économique de juin, à Lyon. Dans leur communiqué final, les dirigeants du G-7 ont demandé aux ministres de « faire le point sur les progrès réalisés dans la création d'emplois, et voir quelle serait la meilleure façon d'augmenter le niveau de l'emploi dans chacun de nos pays ».

La conférence de Detroit en 1994 a été une tribune exceptionnelle pour les ministres du G-7 chargés de l'emploi, des finances, de l'industrie et du commerce, en ce qu'ils ont pu y discuter, sous divers éclairages, de réduction du chômage et de création d'emplois. Reconnaissant la nécessité de préparer les économies de leurs pays au changement, les ministres ont cerné plusieurs approches stratégiques pour stimuler la croissance, augmenter le nombre et la qualité des emplois, et réduire le chômage. Ces politiques ont constitué la base des engagements pris par ces leaders au Sommet de Naples, lesquels ont été renforcées à Halifax afin :

- de promouvoir la croissance et la stabilité et d'accélérer les réformes qui amélioreront le potentiel générateur d'emplois des économies;
- de procéder à des réformes structurelles qui assoupliront les marchés du travail et aideront la population à s'adapter au changement;
- de stimuler l'investissement humain par le canal de l'éducation, de la formation et de l'apprentissage permanent;
- d'encourager et de promouvoir l'innovation ainsi que la dissémination de nouvelles technologies;
- de promouvoir le commerce et l'investissement internationaux en tant que facteurs de croissance;
- d'encourager la concurrence et d'éliminer les entraves à la croissance, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME).

Ces engagements forment une stratégie de création d'emplois et de promotion de la croissance qui demeure valide pour tous les pays du G-7. Des États membres ont déjà accompli des progrès importants et commencent à récolter des fruits qui, selon toute vraisemblance, devraient être encore plus nombreux à plus long terme. Néanmoins, les pays du G-7 souhaiteraient tous que les progrès soient plus substantiels et plus rapides et que l'adaptation au changement soit plus aisée. Bien que l'expérience des pays varie, ils doivent tous répondre au même défi immédiatement : *Comment rehausser le potentiel de création d'emplois de leurs économies?*

Ce défi n'en est pas un que les pouvoirs publics peuvent relever seuls. La mise en place d'une stratégie fructueuse suppose le maintien d'une coopération et d'un engagement actifs de la part des pouvoirs publics, des milieux d'affaires, de la main d'œuvre et des particuliers, dans le cadre de partenariats efficaces, fondés sur des objectifs communs.

La conférence de Lille aura trois thèmes : le contexte macro-économique de la croissance et de l'emploi; le rôle de la technologie, de l'innovation et de la productivité dans la création d'emplois de qualité; le marché du travail et les politiques sociales.

Les discussions sur le contexte macro-économique seront axées, d'une part, sur le rôle d'une politique monétaire et fiscale pertinente et, d'autre part, sur celui du commerce et de l'investissement, pour établir les bases de la création d'emplois. De l'avis du Canada, un niveau d'embauche élevé passe par une économie forte : un climat économique sain incite le secteur privé à créer des emplois. Ces discussions serviront aussi de contexte aux discussions ultérieures sur d'autres sujets.

Pour le deuxième thème, à savoir les contributions de la technologie, de l'innovation et de la productivité à la création d'emplois de qualité, les participants discuteront d'entrepreneuriat, de petites et moyennes entreprises, de nouvelles formes de travail, et de l'investissement dans le capital humain - c'est-à-dire dans l'éducation, la formation et l'apprentissage permanent. Ces discussions concordent parfaitement avec les priorités du Canada. Le gouvernement fédéral a réaffecté des sommes qui seront investies dans les jeunes, la technologie et le commerce. Ces investissements constituent un facteur déterminant de la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, en particulier les investissements visant les jeunes, dont dépend l'avenir de nos économies. Le rôle des pouvoirs publics est très clair : aider les jeunes à se doter de compétences pertinentes et leur donner des occasions d'acquérir une expérience pratique.

Les discussions sur le marché du travail et les politiques sociales aborderont les politiques de l'emploi, en particulier leurs effets sur les travailleurs vulnérables. Les ministres devraient discuter des causes de la persistance de taux de chômage élevés dans les pays du G-7 et de politiques qui permettraient à tous les citoyens de participer à la croissance économique. Le Canada souhaite que les économies du G-7 progressent plus rapidement vers un règlement des problèmes structurels et vers un appui à l'innovation et à la productivité. La vigueur de l'économie d'un pays a des retombées positives sur celle des autres.

La Conférence ministérielle du G-7 sur l'emploi devrait être perçue comme l'une des étapes d'un processus continu, les autres étant la conférence annuelle des ministres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui cette année se tiendra à Paris, en mai, et le Sommet économique annuel du G-7, qui aura lieu à Lyon, en France, en juin 1996.

La création d'emplois dans le G-7

Introduction

Les grandes lignes d'une stratégie d'emploi et de croissance dans le G-7 ont déjà été adoptées. Les politiques budgétaires visent à réduire l'endettement excessif de l'État, qui maintient les taux d'intérêt à un niveau trop élevé et impose un lourd fardeau au secteur privé. Les politiques monétaires visent la stabilité des prix. Parallèlement, les gouvernements adoptent des politiques et des réformes qui permettent au secteur privé de donner libre cours à son potentiel d'innovation et de compétitivité, qui rendent les marchés du travail plus souples et qui aident les gens à améliorer leurs compétences professionnelles. Étant donné l'évolution des besoins sur le marché et en milieu de travail, le principal défi consiste à faciliter l'adaptation des entreprises et des personnes au changement. Ce sera l'un des principaux sujets à l'ordre du jour à Lille.

Croissance et emploi dans le G-7

Au cours des trois dernières années, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni ont réalisé des progrès évidents dans la réduction des taux de chômage, qui ont diminué d'environ deux points dans chacun de ces pays (graphique 1). Au Canada, le taux de chômage est passé de 11,2 p. 100 en 1993 à 9,5 p. 100 en 1995. Au Japon, en Allemagne et en Italie, par contre, le chômage a augmenté durant cette période, alors qu'il n'a à peu près pas changé en France.

L'amélioration du taux de chômage au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni reflète en partie des facteurs conjoncturels. Ces pays ont été les trois premiers du G-7 à sortir de la récession du début de la décennie et ils ont enregistré une croissance annuelle réelle du produit intérieur brut (PIB) d'environ 3 p. 100 en moyenne depuis trois ans. En revanche, le Japon et les pays d'Europe continentale ont vu leur PIB réel diminuer en 1993 et n'ont bénéficié depuis que d'une modeste croissance économique.

Les indicateurs récents laissent attendre un ralentissement de l'expansion dans les pays du G-7, sauf au Japon où l'on projette une légère reprise. Dans ses perspectives de décembre 1995, l'OCDE prévoit que, même avec une progression moyenne de 2,8 p. 100 l'an prochain dans le G-7, le taux de chômage moyen dans ces pays ne diminuera que d'un dixième de point, pour passer de 6,9 p. 100 cette année à 6,8 p. 100 l'an prochain. Ces chiffres se comparent à un creux cyclique récent de 5,8 p. 100 en 1990, qui a suivi les sept années d'expansion économique enregistrées au cours de la décennie 80.

Les gouvernements du G-7 sont conscients que la croissance économique ne peut à elle seule garantir une réduction du chômage. Dans leur communiqué de Halifax, les chefs d'État soulignaient la nécessité d'adopter, parallèlement à de saines politiques budgétaires et monétaires, « des mesures pour accroître les compétences de notre main-d'œuvre et

promouvoir, s'il y a lieu, une plus grande souplesse sur le marché du travail ainsi que l'élimination des réglementations inutiles ».

Création d'emplois

Les divers pays du G-7 ont obtenu des résultats variables en matière de création d'emplois à court et à long terme. Depuis 1970, le nombre total d'emplois a augmenté de 65 p. 100 au Canada, de 59 p. 100 aux États-Unis, de 27 p. 100 au Japon et de 11 p. 100 seulement dans les quatre grands pays européens considérés collectivement (graphique 2). Dans l'ensemble du G-7, l'emploi a progressé de 31 p. 100. Une cause importante de la croissance plus marquée de l'emploi au Canada et aux États-Unis a été l'augmentation plus rapide de leur population active, sous l'effet de facteurs démographiques. La capacité de ces pays à fournir du travail à une population croissante témoigne du dynamisme de leur économie et de la souplesse de leur marché du travail.

Récemment, le Canada a enregistré des résultats un peu supérieurs à la moyenne du G-7 en matière de création d'emplois, en particulier parce qu'il est sorti de la dernière récession plus rapidement que le Japon et les pays d'Europe continentale. Le taux annuel moyen de création d'emplois sur l'ensemble des années 1993 à 1995 a été de 1,7 p. 100 au Canada, contre 1,2 p. 100 dans le G-7. Après une progression relativement forte de la production et de l'emploi en 1994, un fléchissement de l'expansion économique s'est conjugué à des compressions dans le secteur public pour ralentir la progression de l'emploi en 1995. Le graphique 3 montre que les créations nettes d'emplois en 1995 ont été entièrement imputables au secteur privé.

Priorités des pouvoirs publics

Les gouvernements du G-7 veulent non seulement accroître le nombre d'emplois, mais aussi améliorer leur qualité. Le changement technique offre la possibilité de nouveaux types d'activités qui, en général, exigent plus de compétences. La tâche consiste pour les gouvernements à encourager les personnes à adapter leurs compétences aux exigences du marché du travail et à chercher un emploi dans de nouveaux secteurs. À cette fin, les gouvernements réexaminent tout l'éventail des programmes influant sur la formation professionnelle et le soutien du revenu.

L'étude des moyens permettant de répondre aux besoins des membres les plus vulnérables de nos sociétés est l'un des thèmes de la conférence sur l'emploi dans le G-7 qui se tient à Lille. Une attention particulière sera consacrée aux chômeurs de longue durée (ceux qui sont sans travail depuis plus d'un an) et aux jeunes. Les gouvernements du G-7 sont généralement d'accord sur l'importance d'une économie plus innovatrice. Aussi appuient-ils le développement et la diffusion de la technologie. Un autre volet de la politique publique porte sur les principaux créateurs d'emplois – les petites et moyennes entreprises. Au Canada, les PME qui ont adopté et adapté avec dynamisme les nouvelles technologies se sont développées plus vite, ont créé des emplois à un rythme plus rapide, ont versé des

rémunérations supérieures et ont enregistré des bénéfiques plus élevés que les entreprises qui ne se sont pas orientées dans la même voie.

La stratégie fondamentale du Canada

Le Canada a mis au point, en matière de création d'emplois, une stratégie cohérente et intégrée, qui est énoncée dans le Budget de 1996 : « la première étape, si l'on veut promouvoir une saine croissance économique et créer des emplois assurés, consiste à réduire les taux d'intérêt et à les maintenir à un faible niveau ». Il faut pour cela maintenir une faible inflation et réduire les déficits budgétaires et la dette publique. La politique du gouvernement canadien accorde également une grande importance aux efforts déployés pour rendre l'économie plus productive en investissant dans les gens et dans l'innovation et en veillant à ce que le Canada réalise son potentiel sur les marchés internationaux. Enfin, le Canada est en train de restructurer ses programmes sociaux pour les rendre plus efficaces et plus économiques, tout en continuant d'appuyer solidement les membres les plus vulnérables de la société.

La performance économique du Canada au sein du G-7

Le Canada est en tête du G-7 en matière de création d'emplois à long terme. Depuis 1970, l'emploi total au Canada a augmenté de 65 p. 100, alors qu'aux États-Unis, il n'a progressé que de 59 p. 100; le Japon suit loin derrière avec 27 p. 100, et les trois pays européens du G-7 ont enregistré une croissance moyenne de l'emploi de seulement 11 p. 100.

En 1994 et 1995, le Canada s'est classé au second rang des pays du G-7 au chapitre de l'accroissement de l'emploi, derrière les États-Unis.

Le taux de chômage au Canada a baissé d'environ deux points au cours des trois dernières années, soit à peu près comme aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce résultat est meilleur que les taux enregistrés dans les autres pays du G-7 (le chômage est resté pour ainsi dire inchangé en France, tandis qu'au Japon, en Allemagne et en Italie, il a augmenté).

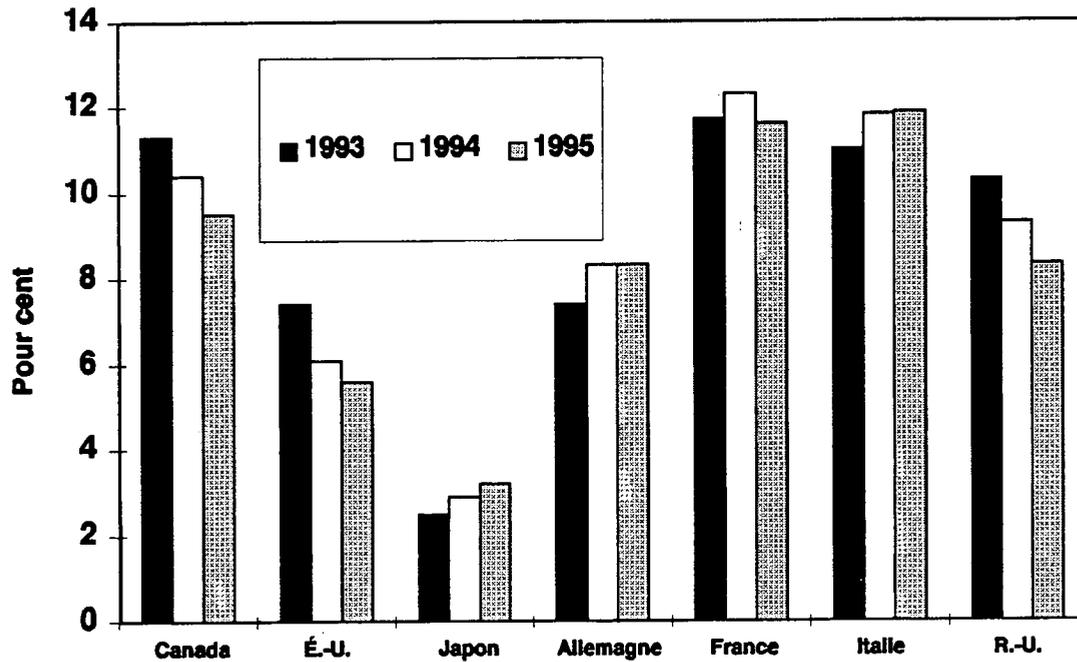
Le Canada a connu une forte croissance économique réelle : en 1994, elle était la plus élevée du G-7 et, en 1995, elle se situait confortablement au milieu du groupe.

Au chapitre de l'inflation, le Canada fait bonne figure, derrière le Japon et la France, mais nettement en avance sur les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie.

D'ici 1997-1998, grâce aux compressions budgétaires, le rapport entre les besoins d'emprunt du gouvernement et le PIB sera le plus bas parmi les pays du G-7.

Les exportations canadiennes sont en plein essor. Au Canada, le rapport des exportations au PIB est presque deux fois plus élevé que dans l'ensemble des pays du G-7. Les investissements des entreprises continuent d'afficher une bonne tenue.

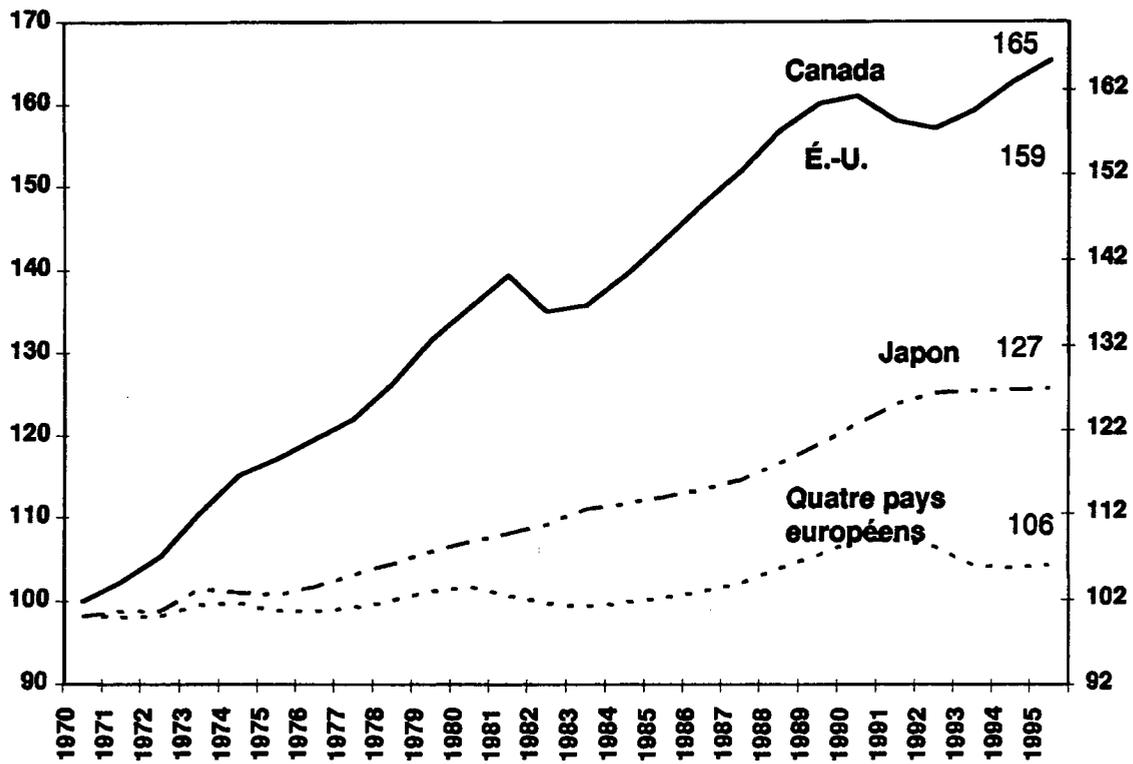
Graphique 1
Taux de chômage dans le G-7



Source: Le Groupe WEFA

Remarque : Le chiffre indiqué pour l'Italie en 1995 est une moyenne sur 11 mois.

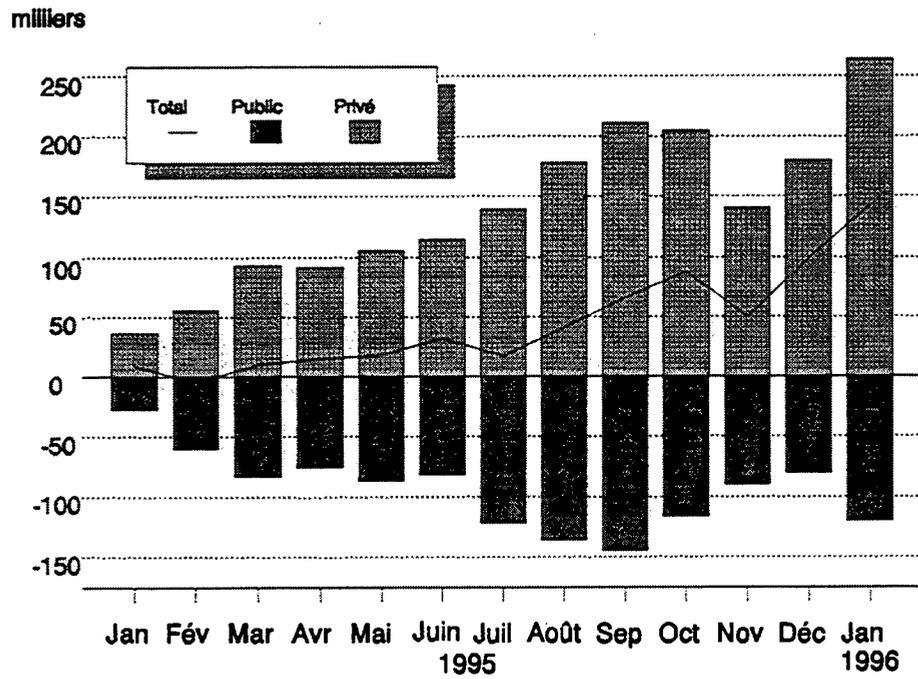
Graphique 2
Emploi total
 (Indice 1970 = 100)



Source: Perspectives économiques de l'OCDE, n°58, décembre 1995.

*Les quatre pays européens sont la France, l'Allemagne occidentale, l'Italie et le Royaume-Uni. Afin d'assurer la cohérence des données, l'Allemagne orientale n'est pas comprise dans les statistiques de l'Allemagne.

Graphique 3
Variation cumulative de l'emploi au Canada depuis décembre 1994



Promouvoir la croissance économique et la création d'emplois au Canada

Le Programme du gouvernement du Canada sur l'emploi et la croissance met l'accent sur l'assainissement des affaires de l'État et sur la promotion d'un climat favorable au secteur privé, qui lui permettra de redevenir le moteur de la création d'emplois et de la croissance économique. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement fédéral prend des mesures visant à faire baisser les taux d'intérêt, accroître la productivité et encourager les investissements.

- Le Canada a réussi à juguler son taux d'inflation et à le maintenir à un faible niveau. L'indice des prix à la consommation n'a connu qu'un taux d'inflation moyen de 1,4 p. 100 au cours des quatre dernières années, soit le niveau soutenu le plus faible depuis 30 ans. L'objectif officiel du gouvernement du Canada est de maintenir le taux d'inflation entre 1 et 3 p. 100 jusqu'en 1998.
- Les gouvernements fédéral et provinciaux ont réalisé de grands progrès dans le redressement de leur situation financière. Le déficit fédéral chutera à 2 p. 100 du PIB au cours de l'exercice 1997-1998. C'est à ce moment que commencera à diminuer le rapport entre la dette et le PIB. De plus, six provinces sur dix s'attendent à déposer des budgets équilibrés ou excédentaires au cours du présent exercice. Les décisions de ces gouvernements pour réduire le déficit relèvent plus de la diminution des dépenses que de l'augmentation du fardeau fiscal.
- Au cours des dernières années, la compétitivité des marchés intérieurs canadiens s'est fortement accrue. De plus, le Canada s'est engagé dans une campagne dynamique de promotion de liens commerciaux avec les autres pays. Nos exportations sont en plein essor, nos excédents commerciaux ont atteint des sommets record et le déficit des transactions courantes a atteint le pourcentage le plus faible du PIB depuis une décennie.
- Afin de stimuler la productivité, le gouvernement poursuit la réforme de la réglementation et il a sabré dans ses subventions aux entreprises, dans une proportion de 60 p. 100. En privatisant les sociétés d'État, il se retire aussi des secteurs de l'économie où son intervention n'est ni nécessaire ni efficace.
- Sachant que la productivité est surtout affaire d'innovation et de technologie, le gouvernement se doit d'aider les Canadiens à s'adapter à une économie fondée sur les connaissances. Il est important d'encourager la technologie et l'innovation pour favoriser non seulement l'émergence d'industries de pointe, mais aussi l'efficacité et la compétitivité des industries canadiennes traditionnelles.

Ces politiques visent à instaurer le cadre macro-économique fondamental qui pourra relancer la création d'emplois. En outre, le Canada adopte des mesures en vue d'offrir aux chercheurs

d'emploi des mécanismes et des possibilités qui leur permettront de décrocher un emploi intéressant.

Le gouvernement du Canada crée des débouchés pour la jeunesse, modernise ses programmes sociaux et favorise les alliances avec le secteur privé.

Investir dans la jeunesse canadienne

Le gouvernement du Canada reconnaît que les jeunes Canadiens en particulier trouvent difficile de s'insérer dans le marché de l'emploi. C'est pourquoi, au cours des trois prochaines années, le gouvernement fédéral investira 315 millions de dollars dans des mesures d'emploi à l'intention des jeunes. Cette année, le budget disponible dans le cadre des programmes d'emploi d'été pour étudiants s'élève au double de ce qu'il était par le passé, pour atteindre 120 millions de dollars.

Ces fonds devraient rehausser les perspectives d'emploi de la jeunesse dans les secteurs économiques en croissance comme les technologies de l'information et de l'environnement, le tourisme, les activités culturelles, le commerce international et le développement international.

Le secteur privé devrait également faire sa part en ce qui touche la création d'emplois d'été pour les étudiants. Afin d'aider les employeurs, l'Objectif emplois d'été pour étudiants offre des subventions salariales aux employeurs qui créent des emplois d'été pour les étudiants. De plus, il offre des prêts aux étudiants désireux de monter des entreprises pour l'été. Le Programme de placement carrière-été offre des incitatifs salariaux aux organismes privés, publics et sans but lucratif qui créent pour les étudiants des emplois reliés à une carrière.

Le programme du Réseau d'étudiants aidera les jeunes à acquérir une expérience de travail, tout en procurant aux entreprises l'information stratégique qui leur permettra d'améliorer leurs perspectives de croissance et de création d'emplois. Ce programme consiste à embaucher 2 000 étudiants pour enseigner au personnel de 50 000 petites et moyennes entreprises à utiliser Internet.

Depuis 1993, le gouvernement fédéral a lancé un certain nombre d'autres initiatives à l'intention des jeunes, comme le Service jeunesse Canada, qui finance les projets de services communautaires où participent des jeunes, et le Programme jeunes stagiaires, qui vise à faciliter la transition entre le milieu scolaire et le travail. Le ministre du Développement des ressources humaines doit annoncer dès l'automne une stratégie exhaustive pour la jeunesse.

Favoriser l'accès aux études post-secondaires

Dans l'économie mondiale que nous connaissons aujourd'hui, il est essentiel de pouvoir compter sur une main-d'œuvre hautement spécialisée pour favoriser un climat de croissance économique et de création d'emplois. Même si l'enseignement demeure un domaine de

compétence provinciale, le gouvernement fédéral offre une aide financière aux étudiants en vertu du Programme canadien de prêts aux étudiants. Tout récemment, il a procédé à une série de réformes de ce programme afin de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin, le rendant du même coup plus efficace.

Afin de venir en aide aux jeunes poursuivant des études post-secondaires, le gouvernement fédéral a augmenté les crédits d'impôt concernant l'éducation et les frais de scolarité. Il a également augmenté le maximum que peuvent verser les parents au titre d'un régime enregistré d'épargne-études pour leurs enfants.

Le gouvernement du Canada accroîtra les avantages fiscaux des familles avec enfants à charge mais dont les revenus d'emploi sont faibles en doublant, dès 1998, le supplément de revenu d'emploi accordé en vertu de la prestation fiscale pour enfants. Cet avantage accru aidera les parents à faible revenu à assumer certains coûts de leur participation au marché du travail, comme les frais de garde d'enfants et les frais de transport.

Concevoir un système d'assurance-emploi pour le XXI^e siècle

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi visant la refonte de l'ancien Régime d'assurance-chômage. En fait, il s'agit de le remplacer par un système fondamentalement nouveau, celui de l'assurance-emploi, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

En plus de fournir un soutien du revenu aux travailleurs en chômage, le programme d'assurance-emploi renferme des mesures dynamiques visant à rehausser les compétences des travailleurs et à favoriser les situations où ces derniers pourront obtenir un travail intéressant.

Dans le nouveau système, les prestations de soutien du revenu seront fondées sur le nombre des heures travaillées plutôt que sur les semaines de travail. Ainsi, les revenus de quelque 500 000 travailleurs à temps partiel, des femmes pour la plupart, pourront être assurés pour la première fois.

De plus, ceux et celles dont le revenu d'emploi est faible recevront une aide particulière sous la forme d'un supplément du revenu familial.

Chaque année, près de deux millions de Canadiens auront recours au Service national de placement qui les aidera à trouver un emploi ou leur fournira des renseignements et des conseils en matière de carrière.

Les mesures dynamiques de l'assurance-emploi concernant le marché du travail comprennent cinq mécanismes d'emploi adaptables et conçus en fonction des résultats, c'est-à-dire la réinsertion au sein de la population active :

- 1) **des subventions salariales** encourageront les employeurs à embaucher les travailleurs, surtout ceux qui font face à des obstacles à l'emploi;
- 2) **les suppléments du revenu** viendront s'ajouter au salaire des travailleurs afin de les aider à accepter des emplois disponibles;
- 3) **l'aide au travail indépendant** aidera les chômeurs à lancer leur propre entreprise;
- 4) **les partenariats pour la création d'emplois** permettront d'offrir des emplois dans les régions connaissant un taux de chômage élevé;
- 5) **des prêts et des bourses de perfectionnement** seront offerts, en accord avec les provinces, aux chômeurs désireux de se recycler.

L'assurance-emploi est également dotée d'un fonds de création d'emplois, de l'ordre de 300 millions de dollars, qui soutiendra la création d'emplois à long terme dans les régions où le taux de chômage est élevé.

La réduction des primes versées, par les employeurs comme par les employés, ainsi que la diminution du revenu maximum assurable en vertu du nouveau programme de l'assurance-emploi permettront, concrètement, de réduire cette année les charges sociales de 1,25 milliard de dollars.

Par ailleurs, les réformes proposées respectent les compétences provinciales en matière d'éducation et de formation de la main-d'œuvre. Elles aideront à réduire les chevauchements et le double-emploi dans les services qu'offrent les provinces et à accroître l'efficacité générale du marché du travail canadien. Elles permettront à tous les paliers de gouvernement de mieux servir la population. Des partenariats avec les provinces et avec le secteur privé permettront de susciter les investissements susceptibles de créer des emplois stables dans les régions où le taux de chômage est élevé.

Recourir à la technologie et à l'innovation pour stimuler la croissance de l'emploi

Le gouvernement du Canada s'appuie sur la technologie pour promouvoir la croissance économique et la création d'emplois par différentes initiatives.

- Le nouveau réseau de prestation de services donne accès aux programmes d'emploi, de chômage et de pension du gouvernement, ainsi qu'à d'autres services de Développement des ressources humaines Canada.
- Le Service de placement électronique est un programme pilote fonctionnant sur Internet et permettant aux employeurs de trouver rapidement des demandeurs d'emploi pour combler les postes vacants dans leur entreprise. Il est actuellement à l'essai dans le cadre du réseau de prestation de services.
- Le Réseau canadien de technologie offrira aux entreprises l'accès à l'information commerciale et technologique dont elles ont besoin pour réussir.

- Le Programme de partenariats technologiques est un fonds d'investissement de 250 millions de dollars qui encourage la recherche et le développement de même que les projets de haute technologie, de concert avec le secteur privé, afin d'aider à la commercialisation de produits susceptibles de stimuler fortement la croissance économique et la création d'emplois.

Promouvoir les débouchés dans une économie basée sur l'information

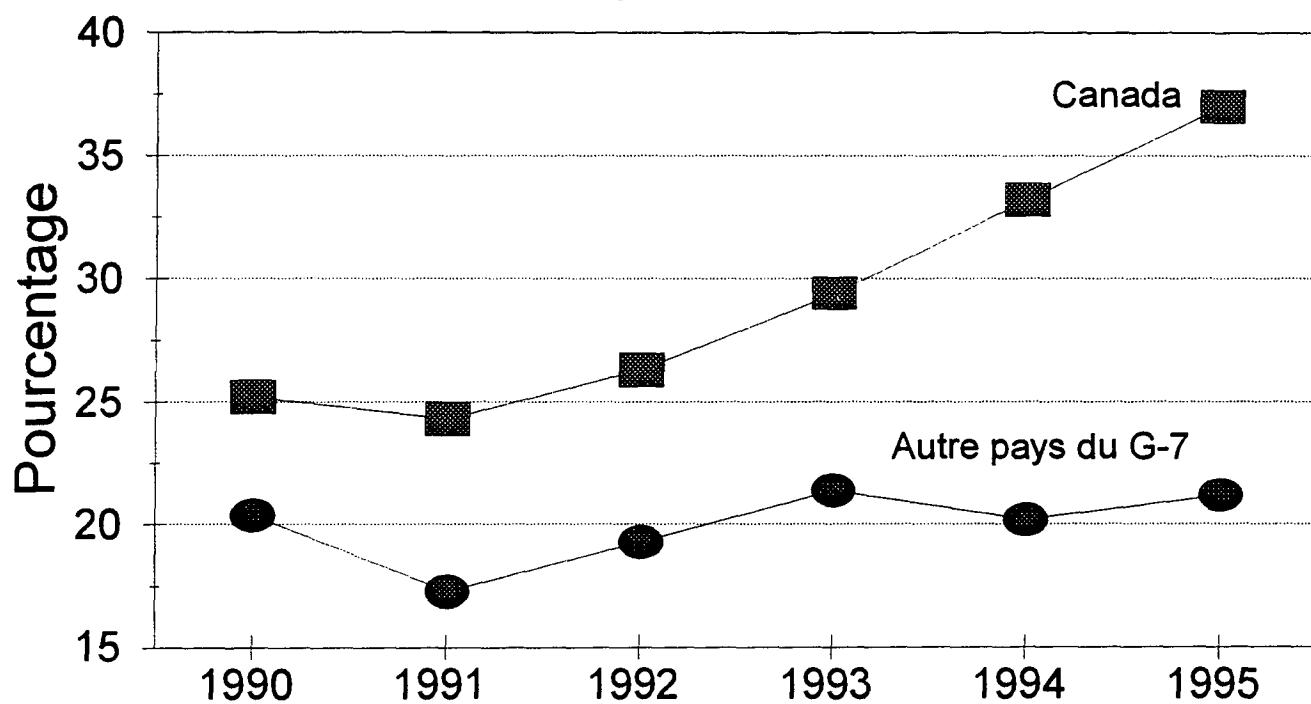
Développement des ressources humaines Canada entreprend des projets dans le but de promouvoir l'acquisition permanente du savoir et d'améliorer le marché de l'emploi au Canada dans la société d'information naissante. Les études sectorielles à l'échelle nationale examinent comment les changements dans l'entreprise et le progrès technologique influencent les questions relatives au développement des ressources humaines, particulièrement dans les industries hautement spécialisées et de haute technicité comme celle des télécommunications.

Le ministère subventionne aussi des conseils sectoriels, qui réunissent des représentants de la main-d'œuvre et des employeurs d'un secteur donné, afin qu'ils se penchent sur les problèmes touchant les ressources humaines. Une vingtaine de conseils ont été financés, auxquels participent notamment les industries de l'électricité, de l'électronique, des logiciels et de l'environnement.

Le commerce et l'emploi

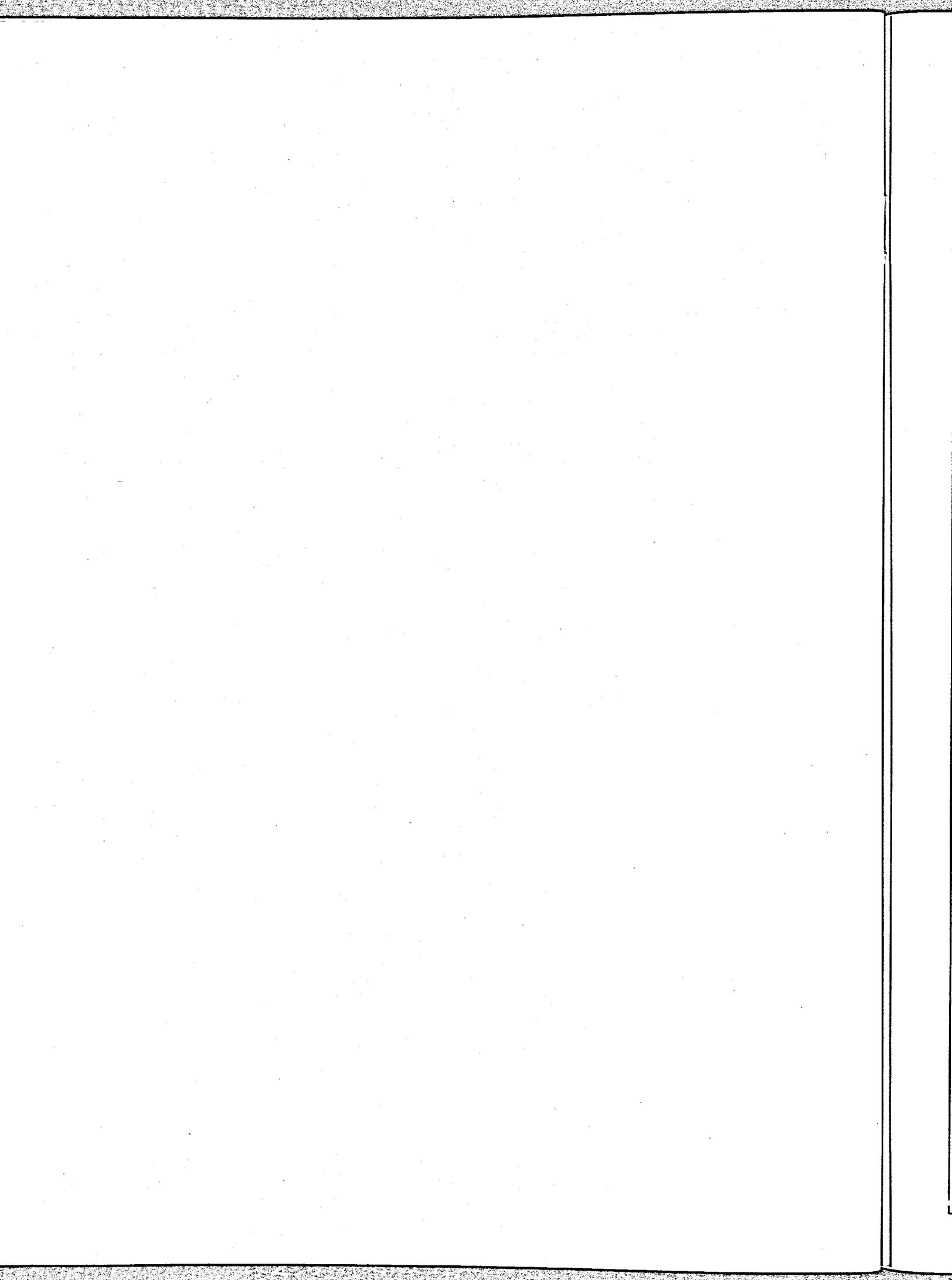
L'augmentation rapide des échanges canadiens ces trois dernières années a été le principal facteur de création d'emplois pour les Canadiens. Le premier ministre Chrétien a dirigé d'importantes missions commerciales de l'Équipe Canada en Chine, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est; ces missions ont généré au Canada de nombreux emplois et un commerce de plus de 20 milliards de dollars pour les entreprises. Les économistes estiment que, en moyenne, chaque milliard de dollars d'exportation contribue à maintenir 11 000 emplois

RAPPORT DES EXPORTATIONS AU PIB



Source: World Markets Overview - 3e trimestre, 1995.

Fiches de renseignements



CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 000 km²

Population

30 millions d'habitants

Taux de croissance de la population

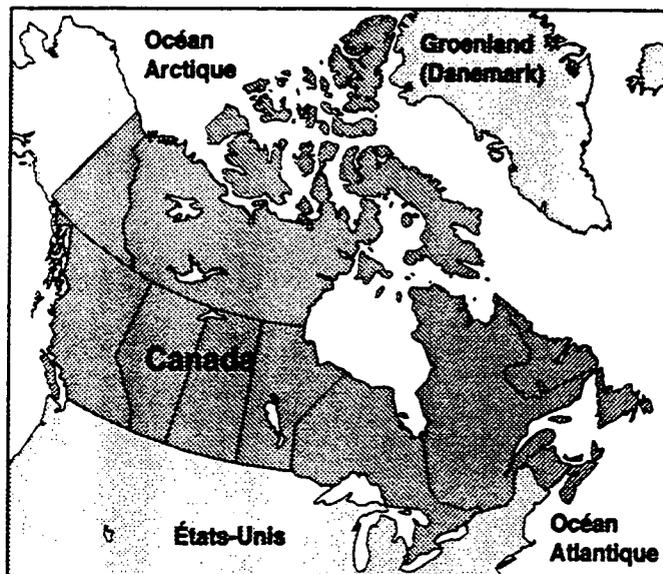
1,2 % (1994)

Principales langues

Français et anglais

Principaux groupes religieux

Catholiques (46 %), Église unie (16 %), Anglicans (10 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système de gouvernement

Monarchie constitutionnelle

Dirigeant

Le Premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy

Ministre du Commerce international

M. Art Eggleton

Institutions démocratiques

État fédéral, parlement bicaméral

Index du développement humain de l'ONU

Le Canada se classe au premier rang parmi 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

780,027 milliards \$ (1995)

Taux de croissance du PIB

2,2 % (1995)

PIB par habitant

29 606 \$ (1995)

Taux d'inflation

1,3 % (février 1996)

Taux de chômage

9,6 % (février 1996)

Principales exportations

263,69 milliards \$ (1995), en bois, papier, aluminium, matériel de transport, minéraux, combustibles et biens d'équipement

Principales importations

225,49 milliards \$ (1995), en matériel de transport, biens d'équipement, électronique, matières plastiques

FRANCE

Capitale : Paris

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

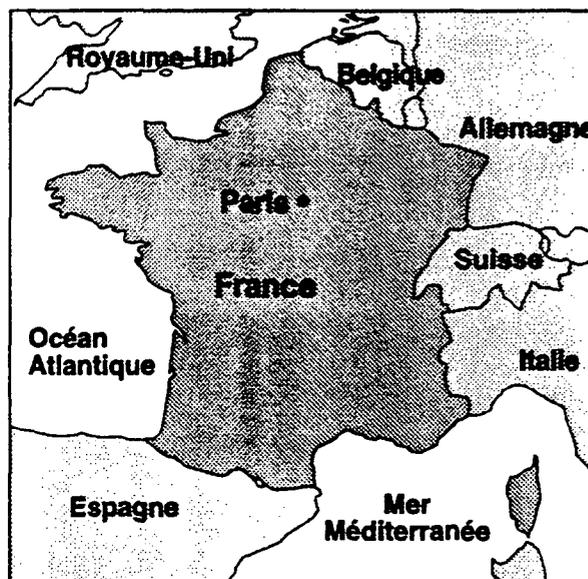
Superficie
550 000 km²

Population
58 millions d'habitants (1995)

Taux de croissance de la population
0,5 % (1995)

Principale langue
Français

Principaux groupes religieux
Catholiques (90 %), Protestants (2 %), Juifs (1 %),
Musulmans (1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Jacques Chirac

Le Premier ministre Alain Juppé

Ministre des Affaires étrangères
M. Hervé de Charette

Ministre délégué aux Finances et au Commerce extérieur
M. Yves Galland

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral (Sénat, Assemblée nationale)

Indice du développement humain de l'ONU
La France se classe au 8^e rang parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Benoît Bouchard, Ambassadeur
Ambassade du Canada
35, avenue Montaigne
75008 Paris
France

Téléphone : (011-33-1) 44 43 29 00
Télécopieur : (011-33-1) 44 43 29 99

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1 573 milliards \$ US (1995)

Taux de croissance du PIB
2,4 % (1995)

PIB par habitant
27 119 \$ US (1995)

Taux d'inflation
1,8 % (1995)

Taux de chômage
11,6 % (1995)

Principales exportations
Machinerie et équipement de transport, produits chimiques
et autres biens manufacturés

Principales importations
Machinerie et équipement de transport, produits chimiques
et d'énergie

Principales exportations au Canada
3,12 milliards \$ (1995), en appareils électroniques et
avionique

Principales importations du Canada
1,95 milliard \$ (1995), en produits forestiers et avionique

ALLEMAGNE

Capitale : Berlin

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

357 000 km²

Population

81 millions d'habitants (1994)

Taux de croissance de la population

0,4 % (1994)

Principale langue

Allemand

Principaux groupes religieux

Protestants (42 %), Catholiques (35 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique

République

Dirigeants

Le Président Roman Herzog

Le Chancelier Helmut Kohl

Ministre des Affaires étrangères

M. Klaus Kinkel

Ministre du Commerce international

M. Rex Rodt

Institutions démocratiques

État fédéral, parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU

L'Allemagne se classe au 3^e rang parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Paul Heinbecker, Ambassadeur

Ambassade du Canada

Friedrich-Wilhelm-Strasse 18

53113 Bonn, Allemagne

Téléphone : (011-49-228) 968-0

Télécopieur : (011-49-228) 968-3904

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1 820,68 milliards \$ US (est. 1995)

Taux de croissance du PIB

2,1 % (1995)

PIB par habitant

22 495 \$ US (est. 1995)

Taux d'inflation

1,8 % (1995)

Taux de chômage

9,5 % (1995)

Principales exportations

Machinerie, produits du fer et de l'acier, véhicules motorisés, produits chimiques, matériel agricole, charbon, et coke

Principales importations

Produits manufacturés, produits alimentaires, textiles, produits pétroliers, fer, acier et métaux non ferreux, machinerie, produits chimiques, et bois d'œuvre

Principales exportations au Canada

4,8 milliards \$ (1995), notamment machinerie, véhicules, machinerie électrique, matériel optique et matériel de précision, et produits chimiques organiques

Principales importations du Canada

3,29 milliards \$ (1995), notamment pâte et articles de bois, machinerie et chaudières, machinerie électrique, avions, engins spatiaux et pièces

ITALIE

Capitale : Rome

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

301 245 km²

Population

57,18 millions d'habitants (1994)

Taux de croissance de la population

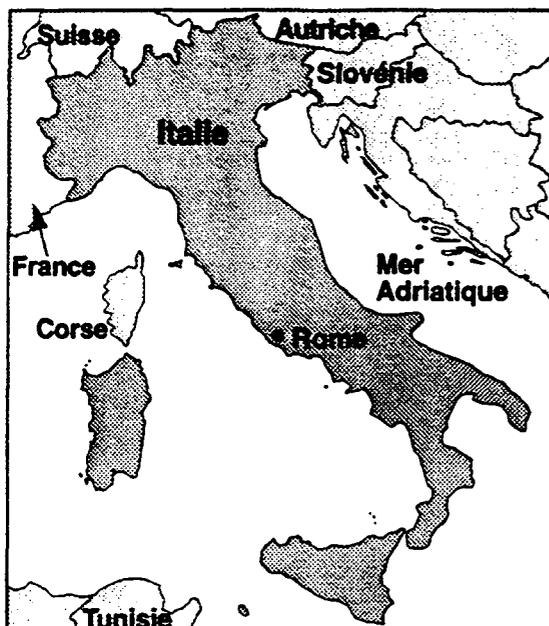
0,2 % (1994)

Principale langue

Italien

Principal groupe religieux

Catholiques (99 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique

République

Dirigeants

Le Président Luigi Scalfaro

Le Premier ministre Lamberto Dini

Ministre des Affaires étrangères

M^{me} Susanna Agnelli

Ministre du Commerce international

M. Alberto Clo

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU

L'Italie se classe au 20^e rang parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. de Montigny Marchand, Ambassadeur

Ambassade du Canada

Via G.B. de Rossi 27

00161 Rome, Italie

Téléphone : (011-39-6) 44598.1

Télécopieur : (011-39-6) 44598.750

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1 443,53 milliards \$ US (est. 1995)

Taux de croissance du PIB

3,3 % (est. 1995)

PIB par habitant

25 240 \$ US (est. 1995)

Taux d'inflation

5,4 % (1995)

Taux de chômage

11,9 % (1995)

Principales exportations

Tissus, vêtements tissés, métaux, machinerie de production, matériel de transport et produits chimiques

Principales importations

Grain, bois d'œuvre, pétrole, charbon, produits chimiques, huiles non raffinées, viande, papier, fer et acier laminés, cuivre, matériel mécanique et électrique, et coton

Principales exportations au Canada

3,27 milliards \$ (1995), notamment machinerie, chaudières et moteurs, machinerie électrique et équipement, matériel roulant et véhicules, cuir et peau bruts et matériel optique et matériel de précision

Principales importations du Canada

183 milliards \$ (1995), notamment pâte et fibre de bois, bois et dérivés, feuilles de cuivre et autres articles, céréales et blé

JAPON

Capitale : Tokyo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

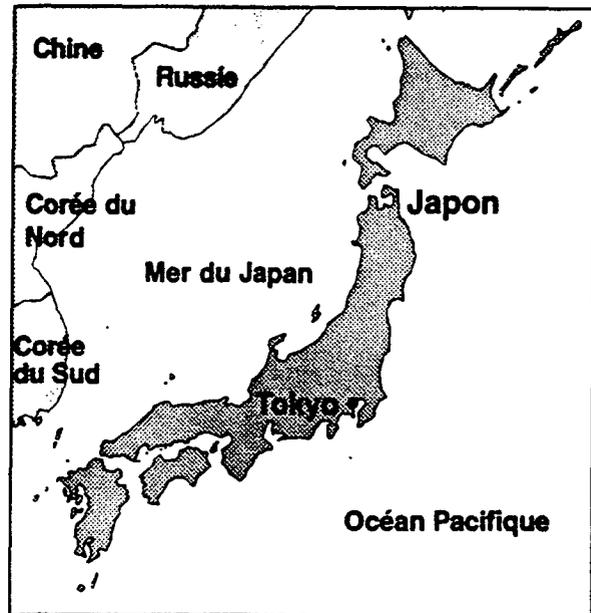
Superficie
377 801 km²

Population
125,04 millions d'habitants (1994)

Taux de croissance de la population
0,4 % (1994)

Principale langue
Japonais

Principaux groupes religieux
Bouddhistes, Shintoïstes, Chrétiens



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle

Dirigeant
Le Premier ministre Ryutaro Hashimoto

Ministre des Affaires étrangères
M. Yukihiko Ikeda

Ministre du Commerce international et de l'Industrie
M. Shumpei Tsukahara

Institutions démocratiques
Diète bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Le Japon se classe au 3^e rang parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Donald W. Campbell, Ambassadeur
Ambassade du Canada
3-38 Akasaka 7-chome
Minato-ku, Tokyo
Japon 107

Téléphone : (011-81-3) 3408-2101
Télécopieur : (011-81-3) 3479-5320

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
4 149,02 milliards \$ US (est. 1995)

Taux de croissance du PIB
0,6 % (1995)

PIB par habitant
33 182 \$ US (est. 1995)

Taux d'inflation
-0,1 % (1995)

Taux de chômage
3,2 % (1995)

Principales exportations
Machinerie, métaux, produits chimiques, fibres textiles et autres produits, véhicules motorisés, bateaux, produits électroniques et instruments d'optique

Principales importations
Combustibles minéraux, produits alimentaires, produits non finis, machinerie, et minerai et mitraille métalliques

Principales exportations au Canada
12,1 milliards \$ (1995), notamment véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, produits chimiques, matériel électronique et de photographie

Principales importations du Canada
12,01 milliards \$ (1995), notamment bois d'œuvre, contreplaqué, charbon, pâte et papier, fruits de mer et graines oléagineuses

ROYAUME-UNI

Capitale : Londres

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

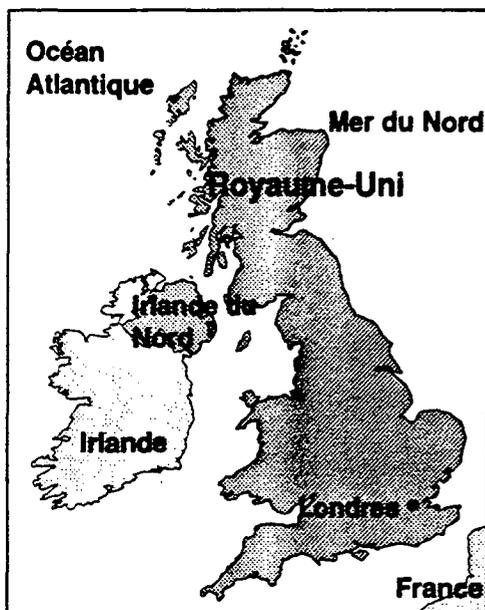
Superficie
241 752 km²

Population
58,19 millions d'habitants (1994)

Taux de croissance de la population
0,3 % (1994)

Principales langues
Anglais, gaélique, gallois

Principaux groupes religieux
Anglicans (57 %), autres Protestants (15 %),
Catholiques (13%)



DONNÉES POLITIQUES

Système de gouvernement
Monarchie constitutionnelle

Dirigeant
Le Premier ministre John Major

Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth
M. Malcom Rifkind

Ministre du Commerce international
M. Ian Lang

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Le Royaume-Uni se classe au 18^e rang parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Royce Firth, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
1 Grosvenor Square
Londres, W1X 0AB, Royaume-Uni

Téléphone : (011-44-171) 258-6600
Télécopieur : (011-44-171) 258-6384

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,325 billion \$ US (est. 1995)

Taux de croissance du PIB
2,6 % (1995)

PIB par habitant
22 770 \$ US (est. 1995)

Taux d'inflation
3,4 % (1995)

Taux de chômage
8,3 % (1995)

Principales exportations
Pétrole, machinerie, véhicules motorisés, produits chimiques, métaux, minéraux non métalliques, produits manufacturés, textiles et boissons

Principales importations
Produits manufacturés, produits alimentaires et boissons, produits pétroliers, produits chimiques, machinerie, métaux et matériaux bruts

Principales exportations au Canada
5,47 milliards \$ (1995), notamment pétrole et dérivés, machinerie et équipement, fer et acier, produits alimentaires et boissons

Principales importations du Canada
3,87 milliards \$ (1995), notamment bois et produits de papier, métaux et minéraux, machinerie et pièces, produits alimentaires

ÉTATS-UNIS

Capitale : Washington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 160 412 km²

Population

260,17 millions d'habitants (1994)

Taux de croissance de la population

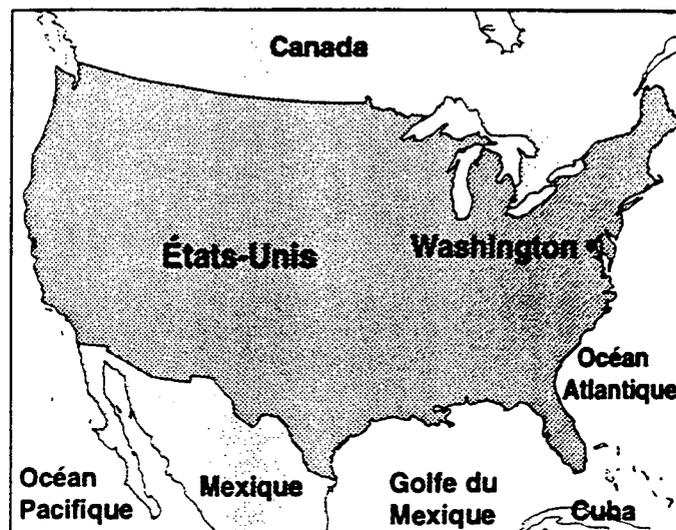
1 % (1994)

Principale langue

Anglais

Principaux groupes religieux

Protestants (61 %), Catholiques (25 %), Juifs (2 %), autres (5 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique

République

Dirigeant

Le Président William J. Clinton

Secrétaire d'État

M. Warren Christopher

Représentant commercial américain

M. Mickey Kantor

Institutions démocratiques

État fédéral, Congrès bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU

Les États-Unis se classent au 2^e rang parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Raymond A. J. Chrétien, Ambassadeur

Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Avenue, N.W.

Washington D.C. 20001

Téléphone : (202) 682-1740

Télécopieur : (202) 682-7726

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

7 248 milliards \$ US (1995)

Taux de croissance du PIB

2,1 % (1995)

PIB par habitant

27 600 \$ US (1995)

Taux d'inflation

2,8 % (1995)

Taux de chômage

5,6 % (1995)

Principales exportations

Machinerie, véhicules motorisés, avions, grains, produits chimiques, textiles, produits agricoles et matériel militaire

Principales importations

Pétrole et dérivés, métaux à base non ferreuse, engrais, produits agricoles, machinerie, véhicules motorisés et produits non finis

Principales exportations au Canada

150,7 milliards \$ (1995), notamment véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, matériel de télécommunications et matières plastiques

Principales importations du Canada

209,7 milliards \$ (1995), notamment véhicules motorisés et pièces, bois d'œuvre, pétrole brut, gaz naturel et papier journal

doc
CA1
EA
96G72
EXF

.62876541(E)
.62876553(P)

G-7 Employment Conference

**Lille, France
April 1-2, 1996**

Background Information

Contents

Biographies

John Manley, Minister of Industry 3

Douglas Young, Minister of Human Resources Development 4

General Information

G-7 Employment Conference, Lille, France 7

Creating Jobs in the G-7 9

Promoting Growth and Job Creation in Canada 15

Factsheets 21

Canada

France

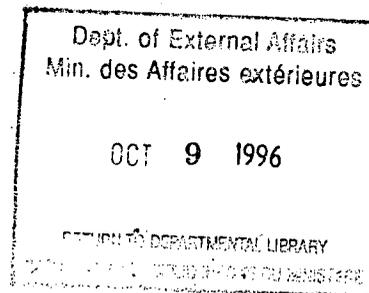
Germany

Italy

Japan

United Kingdom

United States



43-277-565 (ce)
43-277-566 (cf) 68876553

Biographies

THE HONOURABLE JOHN MANLEY
Minister of Industry

The Honourable John Manley, Minister of Industry, was first elected in 1988 and re-elected in 1993 as Member of Parliament for Ottawa South. He was appointed Minister of Industry on November 4, 1993. He was given additional responsibilities in January 1996 as Minister for the Atlantic Canada Opportunities Agency, Minister of Western Economic Diversification, and Minister responsible for the Federal Office of Regional Development — Quebec.

Mr. Manley is also responsible for a number of government agencies, including the Standards Council, the Canadian Space Agency, the National Research Council, Statistics Canada, the Business Development Bank of Canada, the Canadian Tourism Commission, the Natural Sciences and Engineering Research Council and the Social Sciences and Humanities Research Council.

His achievements as Minister include successfully negotiating an Internal Trade Agreement with provincial and territorial governments, launching Canada's long-term Space Plan, modernizing the mandate of the Business Development Bank of Canada, and advancing marketplace framework laws that will give Canadian businesses a comparative advantage in global markets.

Before entering politics, Mr. Manley practised business and income tax law in Ottawa. Mr. Manley and his wife Judith live in Ottawa South with their children, Rebecca, David, and Sarah.

THE HONOURABLE DOUGLAS YOUNG
Minister of Human Resources Development

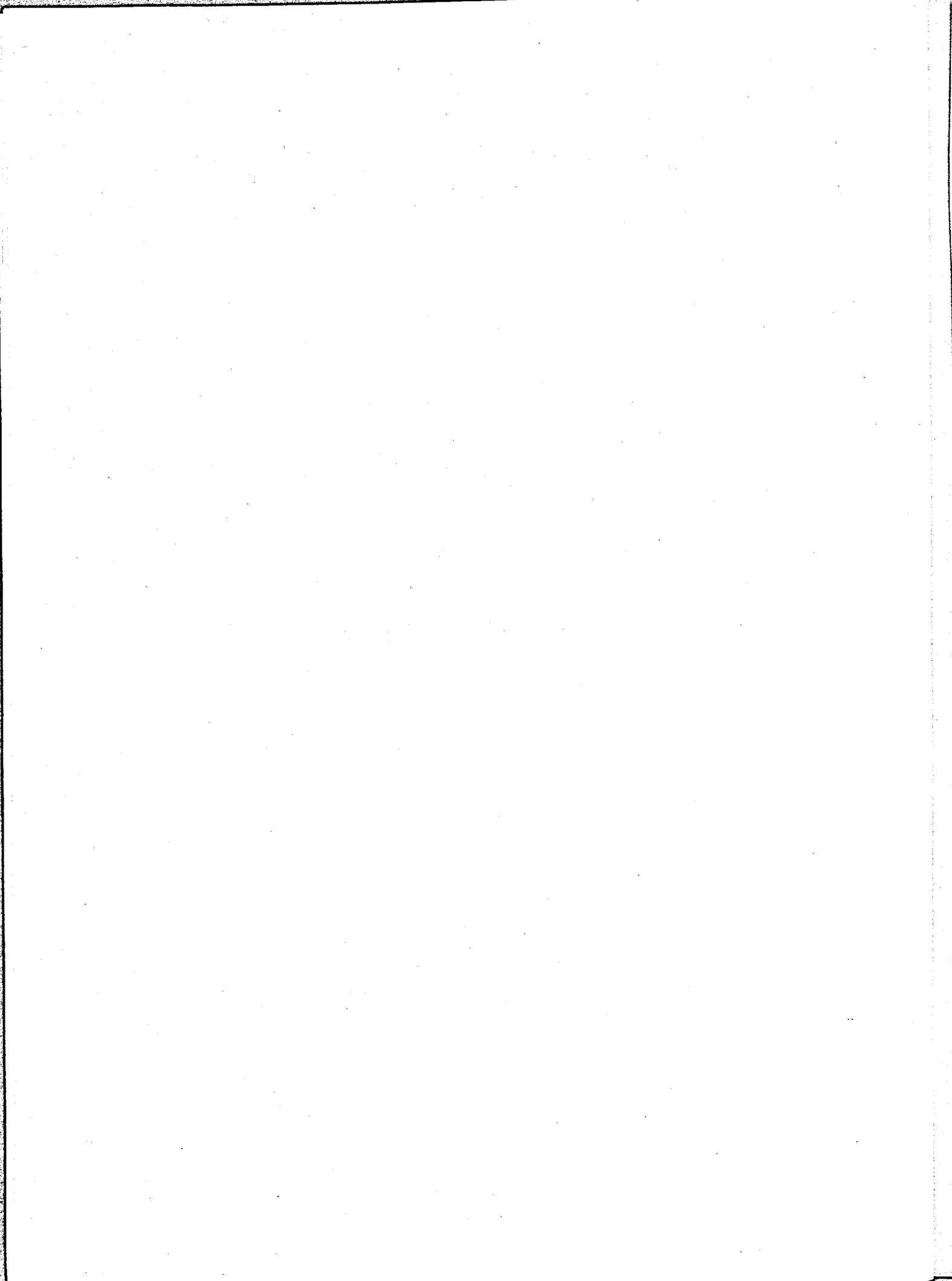
The Honourable Douglas Young, Minister of Human Resources Development, was first elected to the House of Commons in 1988 as Member of Parliament for the New Brunswick riding of Acadie-Bathurst. He was Minister of Transport from November 4, 1993, until January 25, 1996, when was appointed Minister of Human Resources Development.

In addition to his ministerial responsibilities, Mr. Young is the Vice-Chair of the Cabinet Committee on Economic Development Policy and a member of the Cabinet Committee on Social Development Policy and the Treasury Board.

Mr. Young, a lawyer and a former businessman, entered the New Brunswick legislature in 1978 and served as leader of the provincial Liberal party from 1981 to 1983. He was re-elected in 1982 and 1987.

Mr. Young received his Bachelor of Arts degree from St. Thomas University and his law degree from the University of New Brunswick, Fredericton.

General Information



The G-7 Employment Conference April 1-2, 1996, Lille, France

Group of Seven (G-7) ministers responsible for employment, finance and industry are meeting in Lille, France, on April 1 and 2 to discuss ways of creating jobs and reducing unemployment. The timing and topic of this conference fit in well with Canada's own agenda. Job creation and growth remain Canada's top priority. As outlined in the federal Budget, Canada has an integrated strategy to encourage economic growth and create more jobs. The different perspectives of the G-7 ministers will give rise to different approaches to the problem. Some will emphasize policies that will put their economies on a long-term path of sustained growth; others will emphasize policies more specifically targeted to the needs of the labour market. The common objective is to foster an environment conducive to job creation.

The conference is a follow-up to the 1994 Detroit Jobs Conference and an outcome of the Naples (1994) and the Halifax (1995) G-7 summits. At the Halifax Summit, the G-7 leaders accepted President Chirac's offer to host this ministerial conference before the Lyon Economic Summit in June. In their communiqué, the G-7 leaders asked ministers "to review the progress made in job creation and consider how best to increase employment in all of our countries."

The 1994 Detroit Jobs Conference provided a unique forum for G-7 ministers responsible for employment, finance, industry and trade to discuss, from their various perspectives, the challenges of reducing unemployment and creating jobs. Recognizing the importance of preparing G-7 economies for change, ministers outlined several policy approaches to sustain growth, create more and better jobs, and reduce unemployment. The policies formed the basis for commitments made by leaders at the Naples Summit and subsequently reinforced in Halifax. These commitments are:

- to work for growth and stability and accelerate reforms so as to improve the job-creating capacity of economies;
- to undertake structural reforms for more flexible labour markets, and to help individuals adjust to change;
- to increase investment in people through education, training, and lifelong learning;
- to encourage and promote innovation and the spread of new technologies;
- to promote international trade and investment as generators of growth; and
- to promote competition and remove impediments to growth, especially for small and medium-sized enterprises.

The commitments constitute a strategy for jobs and growth that remains valid for all G-7 countries. Member states have already made considerable progress and experienced some of the benefits. These benefits promise to be greater in the longer term. Nevertheless, the G-7

How do we enhance the job-creating potential of our economies?

This challenge is not one that governments can address alone. The implementation of a successful jobs and growth strategy requires continued active involvement and co-operation among government, business, labour and individuals through effective partnerships based on shared goals.

The Lille conference will focus on three themes: the macro-economic environment for jobs and growth; the role of technology, innovation and productivity in creating high-quality jobs; and labour market and social policy issues.

The discussion of the macro-economic environment will focus on the role of appropriate monetary and fiscal policy, as well as the role of trade and investment, in establishing the foundation for job creation. Canada believes the key to strong job creation is a strong economy: a healthy economic climate encourages the private sector to create jobs. This conference discussion will also provide the context for the subsequent discussion of the other issues.

The second theme concerns the positive contributions of technology, innovation and productivity in creating high-quality jobs. The discussion will touch on entrepreneurship, small and medium-sized businesses, new forms of work, and human capital investment — that is, investment in education, training and lifelong learning. This discussion fits in well with Canada's own priorities. The federal government has re-allocated money for new investments in youth, technology and trade. Such investment is essential to the creation of more and better jobs — particularly the investment in young people, upon whom the future of our economies depends. There is a clear role for government in helping young people to acquire the right skills and in providing them with opportunities to gain work experience.

The discussion of labour market and social policy issues will focus on labour market policies, especially as they affect vulnerable workers. Ministers are expected to discuss the reasons for stubbornly high unemployment rates in the G-7 countries, and policies that would enable all to participate in economic growth. Canada wants to see faster progress throughout G-7 economies in addressing structural problems and encouraging innovation and productivity. Strength in one economy spills over into others.

The G-7 Ministerial Conference on Employment in Lille should be seen as one step in a continuing process. Other steps include the annual Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) Ministerial Meeting, to be held this year in Paris in May, and the annual G-7 Economic Summit, to be held this year in Lyon, France, in June.

Creating Jobs in the G-7

The broad outlines of a jobs and growth strategy in the G-7 are already in place. Fiscal policies are geared to reducing the excessive government debt that is keeping interest rates unnecessarily high and burdening the private sector. Monetary policies are geared to price stability. At the same time, governments are adopting policies and reforms that unleash the competitive and innovative potential of the private sector, that make labour markets more flexible and that help individuals upgrade their skills. Given the changing demands of the marketplace and the workplace, the key challenge is to make it easier for both companies and individuals to adapt to change. This will be a focus of attention in Lille.

Unemployment in the G-7

Over the past three years, Canada, the United States and the United Kingdom have made clear progress in reducing their rates of unemployment: each of the three has brought its rate down by about two percentage points (Chart 1). Canada's unemployment rate fell to 9.5 per cent in 1995 from 11.2 per cent in 1993. In Japan, Germany and Italy, however, unemployment rates were higher in 1995 than in 1993, while in France there was virtually no change.

The improvement in unemployment rates in Canada, the U.S. and the U.K. in part reflects cyclical factors. These economies were the first three in the G-7 to emerge from recession in the early 1990s, and each has experienced average annual real GDP growth of around 3 per cent over the past three years. In contrast, Japan and the continental European economies saw real GDP fall in 1993, and have experienced only modest growth since then.

Recent indicators suggest that growth is slowing in the G-7 economies, except in Japan, where a modest recovery is expected. In its December 1995 outlook, the Organization for Economic Co-operation and Development predicts that even with average G-7 growth of 2.8 per cent next year, the average unemployment rate in the G-7 will fall only a tenth of a percentage point, to 6.8 per cent from an estimated 6.9 per cent this year. This figure compares with a recent cyclical low of 5.8 per cent in 1990, following the seven-year economic expansion of the 1980s.

G-7 governments recognize that they cannot count on growth alone to help reduce unemployment. In the Halifax communiqué, leaders highlighted the need to supplement sound fiscal and monetary policies with "measures to upgrade the skills of our labour force, and to promote, where appropriate, greater flexibility in labour markets and elimination of unnecessary regulations."

Employment creation

The short- and longer-term records of employment creation vary in the G-7 economies. Since 1970, total employment has expanded by 65 per cent in Canada, 59 per cent in the United States, 27 per cent in Japan and only 11 per cent in the four European economies taken together (Chart 2). For the G-7 as a whole, employment grew by 31 per cent. A key factor behind higher employment growth in Canada and the United States was faster growth in their labour forces, reflecting demographic fluctuations. The ability of these countries to find employment for their growing populations shows a dynamism in their economies and a flexibility in their labour markets.

Canada's recent experience in creating jobs has also been slightly better than the G-7 average, in part because Canada emerged from its recent recession more quickly than Japan and the continental European economies. The average annual rate of employment creation from 1993 to 1995 was 1.7 per cent in Canada, compared with 1.2 per cent in the G-7. After relatively strong growth in output and employment in 1994, a combination of weaker economic growth and government downsizing led to weaker employment growth in 1995. Chart 3 shows that the 1995 employment gains were attributable entirely to the private sector.

Policy priorities

G-7 governments are interested not only in creating more jobs but also in improving the quality of jobs. Technological change brings with it opportunities for new types of work that in general require more skills. Governments must encourage individuals to adapt their skills to the requirements of the marketplace and to seek employment in new areas. To accomplish this task, governments are reviewing the whole array of programs affecting income support and training.

Examining how to meet the needs of the most vulnerable members of our societies is one of the themes of the G-7 Employment Conference in Lille. Particular attention will be focused on the long-term unemployed (those who have been without work for more than a year) and on youth. G-7 governments also agree on the importance of developing an innovative economy. They are therefore supporting the development and diffusion of technology. Another focus of policy is the principal job-creators — small and medium-sized enterprises. In Canada, small and medium-sized businesses that aggressively adopted and adapted technology grew more quickly, had higher employment growth rates, paid higher wages and had higher profits than those that did not follow such a policy.

Canada's basic strategy

Canada has developed a coherent and integrated approach to job creation, which is outlined in the 1996 Budget. As the Budget states, "The first step in promoting healthy economic growth and creating secure jobs is to get and keep interest rates down." This means

maintaining low inflation and reducing fiscal deficits and debt. Also at the heart of Canadian policy are efforts to create a more productive economy by investing in people and in innovation, and by ensuring that Canada realizes its potential in international markets. Finally, Canada is redesigning its social programs to "make them more effective and more affordable," while continuing to provide strong support for the most vulnerable members of society.

Relative Canadian Performance

Canada leads the G-7 in the creation of jobs over the long term. Since 1970, total employment in Canada has risen 65 per cent. By comparison, employment in the U.S. has risen 59 per cent, while Japan follows far behind with a 27 per cent increase. The three European G-7 countries achieved an average employment increase of only 11 per cent for the same time period.

In 1994 and 1995, Canada ranked second in the G-7 in employment growth, behind the U.S. The Canadian unemployment rate has dropped about 2 percentage points over the past three years, roughly equal to that of the U.S. and the U.K. and better than that of the other G-7 countries; in France the unemployment rate has remained roughly the same, while it has gone up in Japan, Germany and Italy.

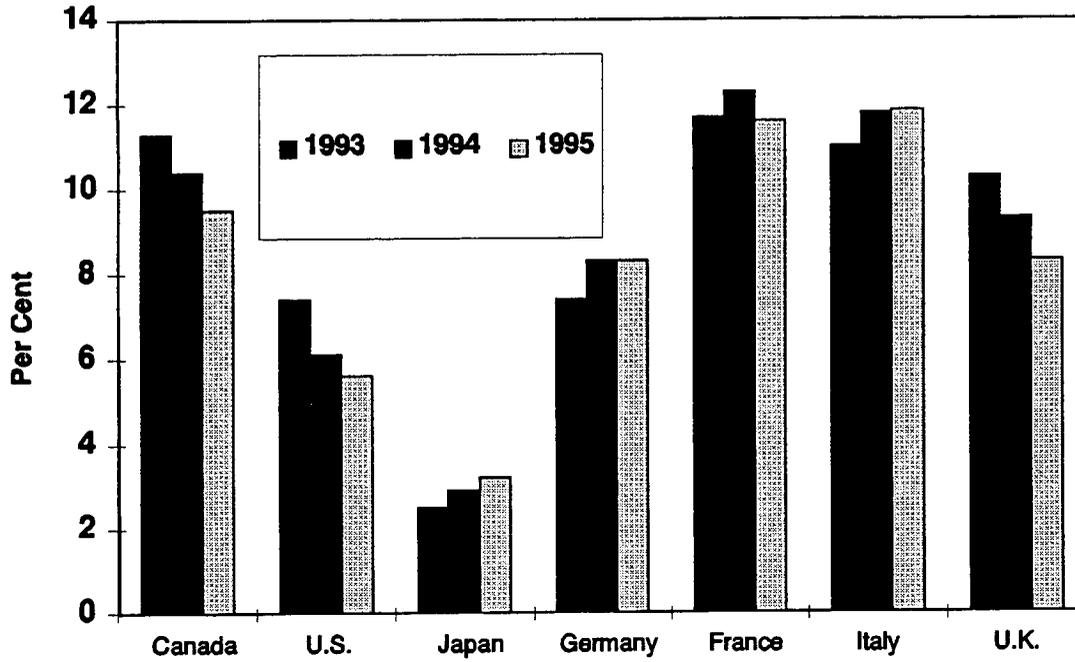
Real economic growth has been strong in Canada, being the highest in the G-7 in 1994 and solidly in the middle of the pack in 1995.

In the area of inflation, Canada is well situated in the G-7, behind Japan and France but clearly better than the U.S., the U.K. and Italy.

By 1997-98, fiscal restraint will have reduced the Canadian government borrowing requirement as a percent of GDP to the lowest in the G-7.

As for Canadian exports, they are booming. In Canada the ratio of exports to GDP is almost twice as high as the average for the G-7 countries. Business investment remains strong.

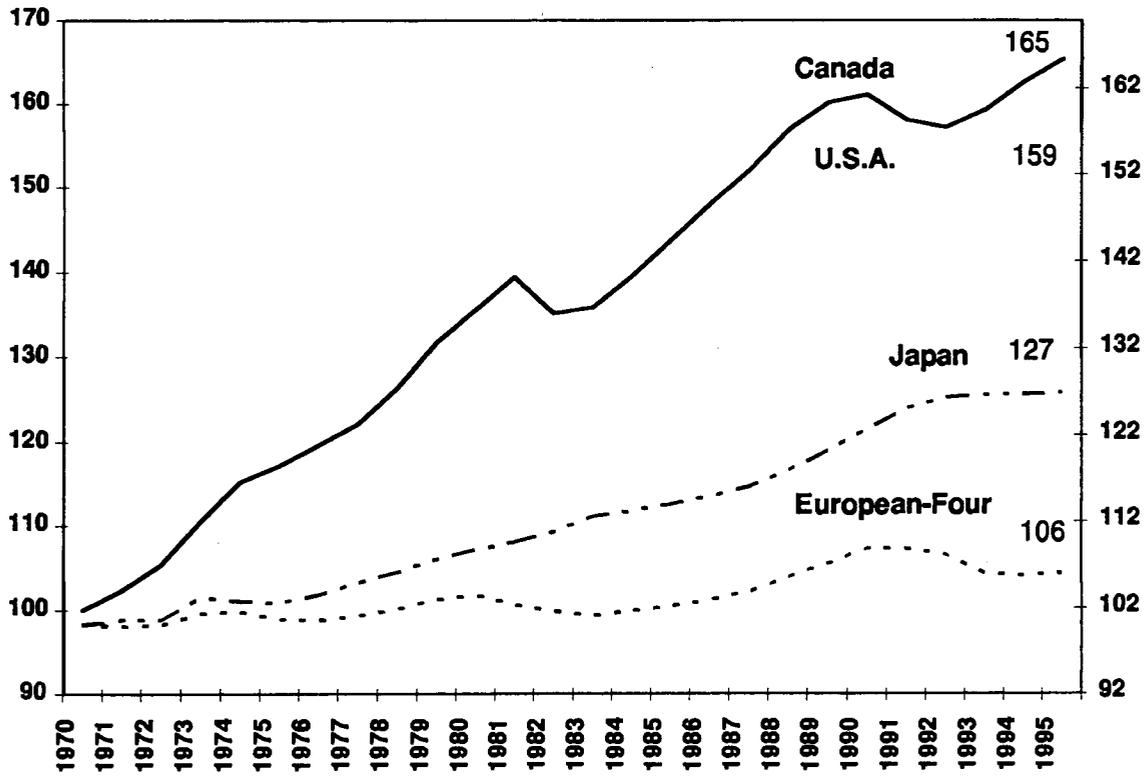
Chart 1
Unemployment Rates in the G-7



Source: The WEFA group

Note: The Italian 1995 figure is an 11-month average.

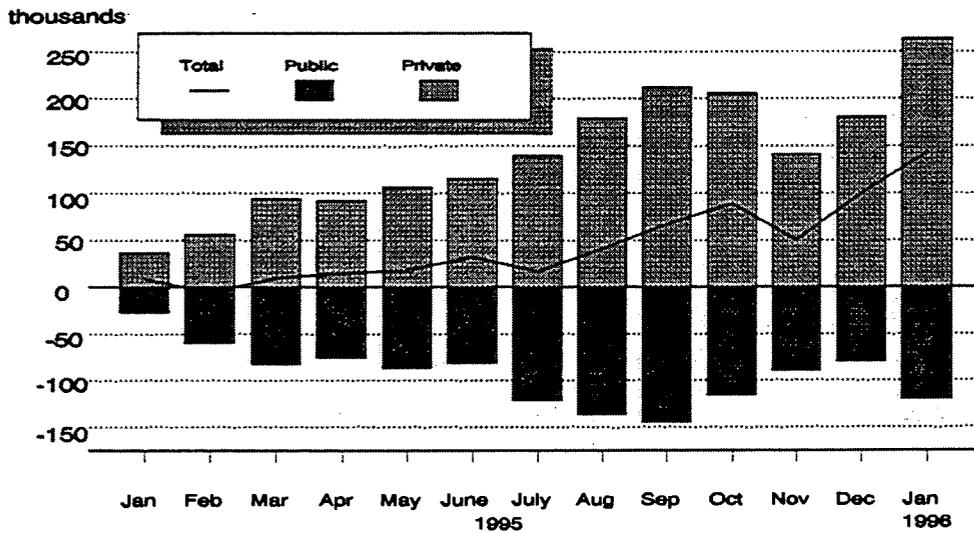
Chart 2
Total Employment
(Index 1970 = 100)



Source: OECD Economic Outlook no. 58, December 1995

* European-Four includes France, western Germany, Italy and the U.K. To ensure a consistent series, the German data do not include eastern Germany.

Chart 3
Cumulative employment change in Canada since December 1994



Promoting Growth and Job Creation in Canada

The jobs and growth agenda of the Government of Canada emphasizes getting the fundamentals right and promoting a positive climate in which the private sector can create jobs and economic growth. To achieve these goals, the federal government is taking steps to lower interest rates, increase productivity and encourage investment.

- Canada has achieved and maintained low inflation. The Consumer Price Index inflation rate has averaged 1.4 per cent in the past four years, its lowest sustained level in three decades. The official target is to keep inflation between 1 and 3 per cent through 1998.
- The federal government and the provinces are making great strides in putting their fiscal houses in order. The federal deficit will fall to 2 per cent of Gross Domestic Product in the 1997-98 fiscal year, at which time the debt-to-GDP ratio will start to decline. Furthermore, six of ten provinces are expected to post balanced budgets or surpluses in the current fiscal year. Actions to reduce deficits are largely in the form of expenditure cuts rather than tax increases.
- Canada's domestic competitiveness has increased dramatically in recent years, and we have been actively promoting trade links with the rest of the world. Our exports are booming, the trade surplus has reached record highs, and the current account deficit has been cut to the lowest percentage of GDP in a decade.
- To encourage greater productivity, the government is continuing with regulatory reform and has cut business subsidies by 60 per cent. Through privatization of Crown corporations, the government is withdrawing from areas of the economy where it is neither required nor efficient.
- Since productivity also depends so critically on innovation and technology, the government has a role in helping Canadians adapt to the knowledge-based economy. Fostering technology and innovation is important, not only for the emergence of high-technology industries but also for the efficiency and competitiveness of traditional Canadian industries.

These policies are aimed at providing the macro-economic fundamentals that will lead to strong job creation. In addition to these measures, Canada is taking steps to provide job-seekers with the proper incentives and opportunities to find meaningful work.

The Government of Canada is creating opportunities for youth, modernizing its social programs, and fostering partnerships with the private sector.

Investing in Canada's youth

The Government of Canada recognizes that young Canadians face particular difficulty in breaking into the job market. That is why, over the next three years, the federal government will spend \$315 million on youth employment. This year the amount of money available for student summer job placements will double to \$120 million.

The funds are expected to enhance job opportunities for Canadian youth in emerging growth areas of the economy such as information and environmental technologies, tourism, culture, and international trade and development.

The private sector is also expected to do its part in creating summer jobs for students. To assist employers, the Student Summer Job Action Program provides wage subsidies to employers who create summer jobs for students, and also offers loans to help young entrepreneurs start summer businesses. The Summer Career Placements Program provides wage incentives to private, public and non-profit organizations that create career-related jobs for students.

The Connect with a Student program will help young people to gain work experience; at the same time it will help businesses gain access to strategic information to improve their prospects for growth and job creation. Under this program, 2 000 students will be hired to show some 50 000 small and medium-sized businesses how to use the Internet.

Since 1993, the federal government has launched a number of other youth initiatives. For example, Youth Service Canada funds community service projects involving youth, and the Youth Internship Program helps in the transition from school to work.

The Minister of Human Resources Development is slated to announce a comprehensive Youth Strategy in the fall.

Improving access to post-secondary education

In today's global economy, a highly skilled labour force is essential to foster a climate of growth and job creation. While education is a provincial responsibility, the federal government provides financial assistance to students under the Canada Student Loans Program. The government recently made a series of reforms to this program; the aim is to direct assistance to those who need it most while improving efficiency and cost-effectiveness.

To assist youth in pursuing post-secondary education, the federal government has increased education and tuition fee tax credits. The amount that parents can contribute to tax-free Registered Education Savings Plans has also been increased.

To improve tax benefits for low-income working families with children, by 1998 the Government of Canada will double the Working Income Supplement of the Child Tax

Benefit. The improved benefit will help low-income parents meet some of the costs of participating in the labour market, such as child care and transportation.

Developing an employment insurance system for the 21st century

During the past year, the Government of Canada has introduced legislation to reform the long-standing unemployment insurance system. This is to be replaced, by July 1, 1996, with a fundamentally new Employment Insurance Program.

In addition to providing income support for unemployed workers, the Employment Insurance Program provides active measures to increase these workers' skills and abilities and to create opportunities for meaningful work.

Income support claims will be based on hours, rather than weeks, of work. This means that the incomes of some half-million additional part-time workers, mostly women, will be insured for the first time.

People who work at low-wage jobs will also get special support through a family income supplement.

About two-million Canadians per year will use the National Employment Service to obtain help in finding a job or to receive career-related information and advice.

Active labour market measures under Employment Insurance include five results-oriented, adaptable employment "tools" to help people get back into the work force:

- 1) **wage subsidies** will encourage employers to hire workers, especially those facing barriers to employment;
- 2) **earning supplements** will add to workers' wages to make it easier for them to take available work;
- 3) **self-employment assistance** will help the unemployed start their own businesses;
- 4) **job creation partnerships** will provide job opportunities in communities with high unemployment; and
- 5) with the agreement of the provinces, **skills improvement loans and grants** will be available to unemployed workers who want to develop new job skills.

Employment Insurance also contains a three-year, \$300-million Jobs Fund to help foster long-term job creation in areas of high unemployment.

Payroll taxes this year will fall by \$1.25 billion as a result of reductions in premiums paid by employers and employees, combined with a reduction in the maximum income insurable under Employment Insurance.

The proposed reforms also respect provincial responsibility for education and training. They will help reduce overlap and duplication of services with the provinces. They will improve the overall efficiency of the Canadian labour market and will make possible better service by all levels of government. In areas of high unemployment, partnerships with the provinces and the private sector will lever investment in sustainable employment.

Using technology and innovation to foster job growth

Technology is being applied in a number of government initiatives to promote growth and job creation.

- The new Service Delivery Network provides access to the government's employment, unemployment and pension programs, as well as other services of Human Resources Development Canada.
- The Electronic Labour Exchange is a pilot Internet program that allows employers to quickly match job-seekers to vacancies. It is being pilot-tested as part of the Service Delivery Network.
- The Canadian Technology Network will provide firms with access to the business and technological information they need for success.
- Technology Partnerships Canada is a \$250-million investment fund designed to encourage research and development and high-technology projects, in partnership with the private sector. The aim is to help commercialize products with high potential for stimulating economic growth and job creation.

Promoting job opportunities in the knowledge-based economy

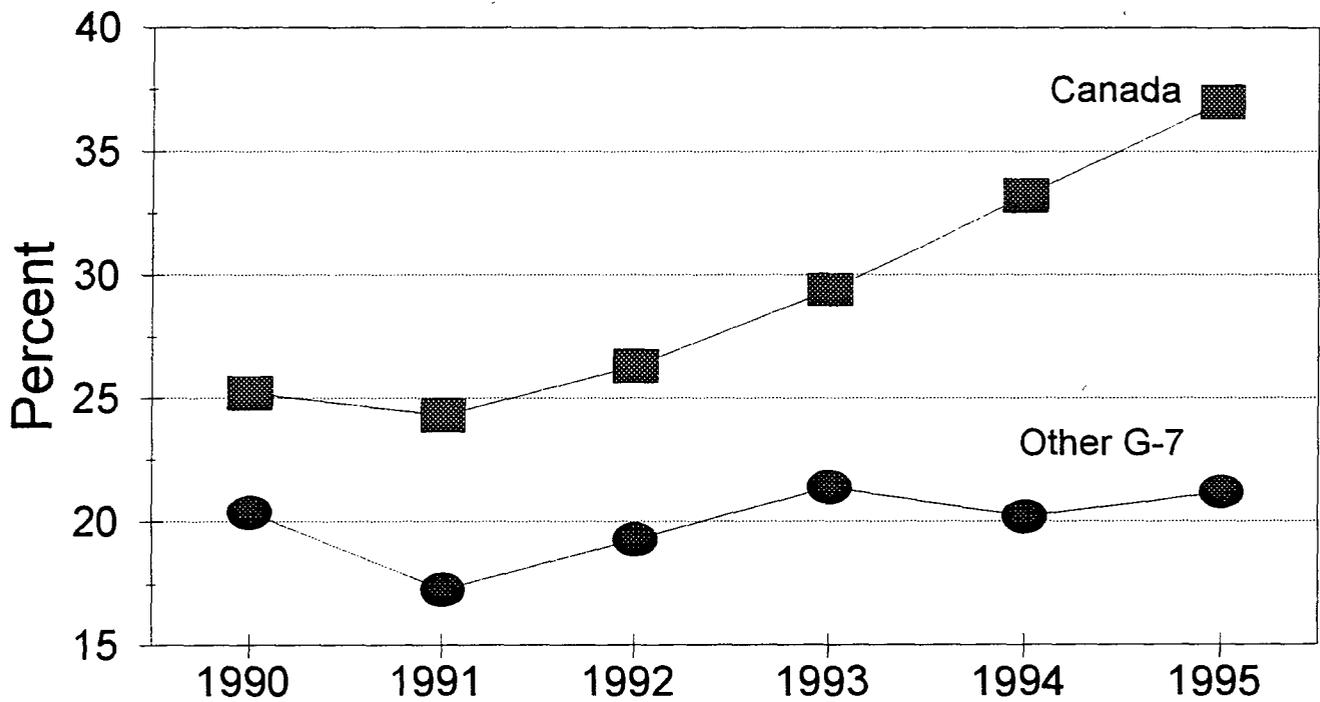
Human Resources Development Canada undertakes projects to promote lifelong learning and to improve employment opportunities for Canadians in the emerging information society. National sector studies examine how changes in business and technology affect human resource development issues, particularly in high-skill and high-technology industries such as telecommunications.

The Department also funds sector councils, which bring together labour and employer representatives in a given sector to address the human resources challenges that they face. Some 20 councils have been funded for such sectors as the electrical, electronics, software and environmental industries.

Jobs and Trade

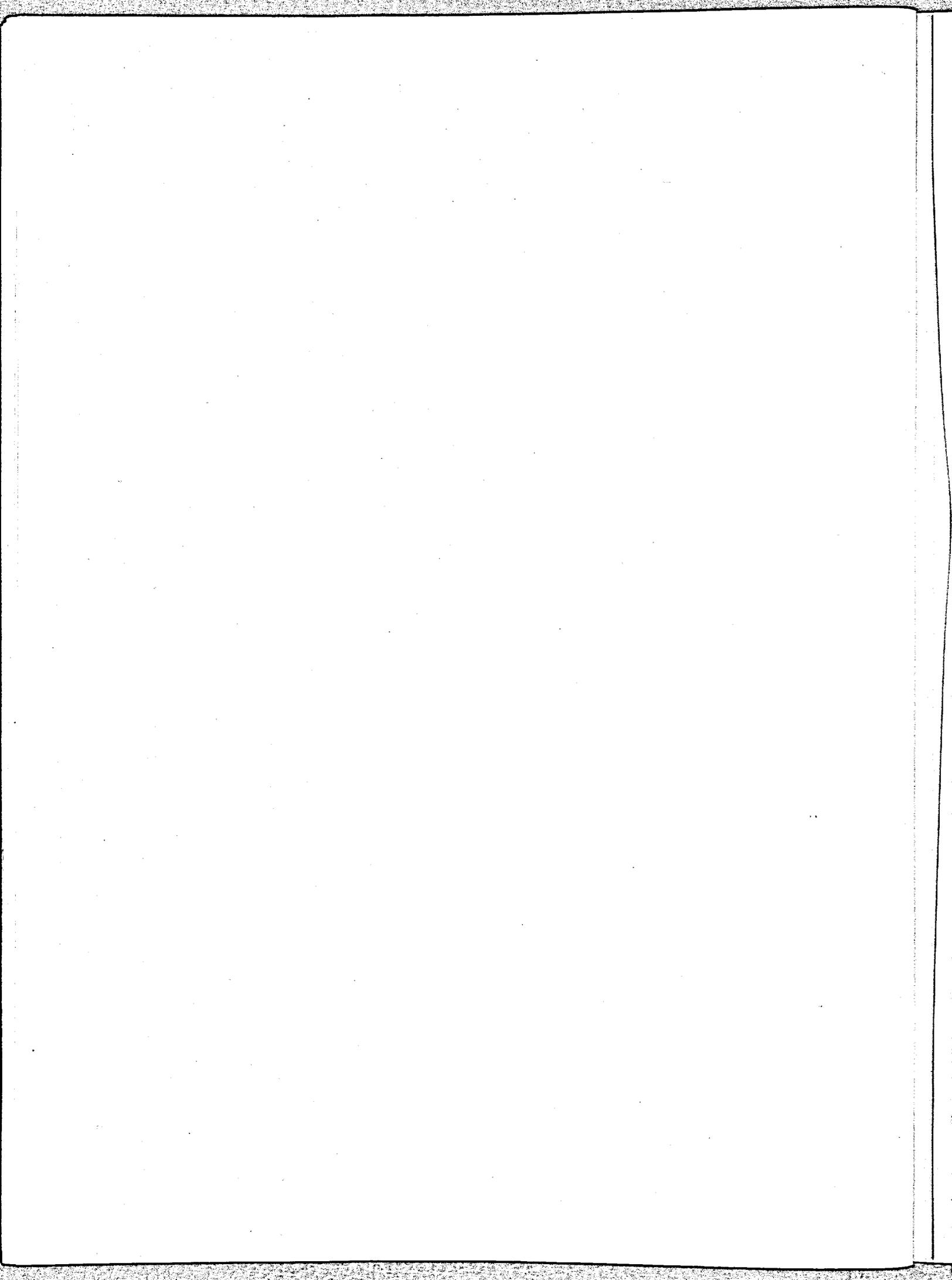
The rapid increase in Canadian trade in the last three years has been the most significant factor in the creation of jobs for Canadians. Prime Minister Chrétien has led major Team Canada trade missions to China, Latin America and South-East Asia, generating more than \$20 billion in business for Canadian companies and increased jobs for Canadian workers. Economists estimate that, on average, every \$1 billion in exports sustains 11 000 jobs.

RATIO OF EXPORTS TO GDP



Source: World Markets Overview - 3rd Quarter, 1995.

Factsheets



CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area

9 970 000 km²

Population

30 million

Population growth

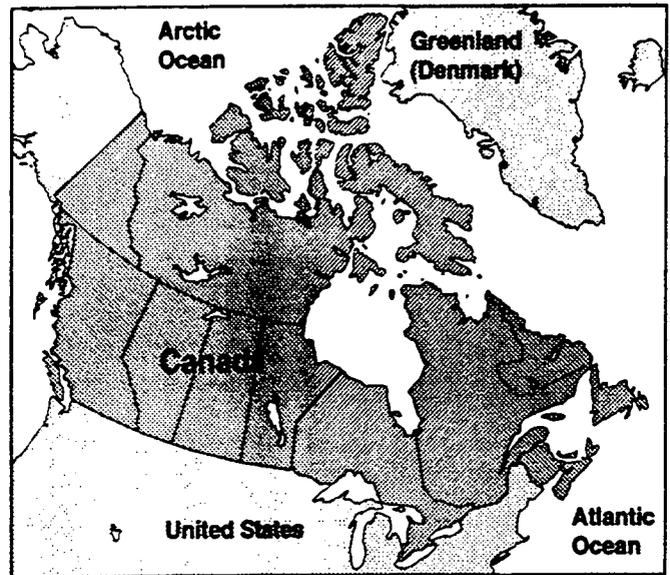
1.2% (1994)

Official languages

English, French

Major religions

Roman Catholic (46%), United Church (16%),
Anglican (10%)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Leader

Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy

Minister for International Trade

Art Eggleton

Democratic institutions

Federal state, bicameral parliament

UN Human Development Index

Canada ranks 1st among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$780.027 billion (1995)

GDP growth rate

2.2% (1995)

GDP per capita

\$29 606 (1995)

Inflation rate

1.3% (February 1996)

Unemployment rate

9.6% (February 1996)

Major exports

\$263.69 billion (1995), including wood, paper, aluminum,
transportation equipment, minerals, fuels and capital
equipment

Major imports

\$225.49 billion (1995), including transportation equipment,
capital equipment, electronics and plastics

FRANCE

Capital: Paris

GEODATA

Area

550 000 km²

Population

58 million (1995)

Population growth

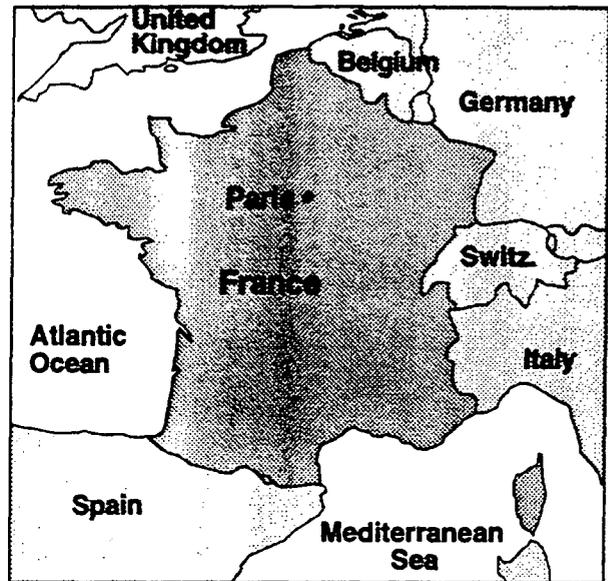
0.5% (1995)

Major language

French

Major religions

Roman Catholic (90%), Protestant (2%), Jewish (1%), Muslim (1%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Jacques Chirac

Prime Minister Alain Juppé

Foreign Affairs Minister

Hervé de Charette

Minister-Delegate for Finance and Foreign Trade

Yves Galland

Democratic institutions

Bicameral parliament (Senate, National Assembly)

UN Human Development Index

France ranks 8th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Benoît Bouchard

The Canadian Embassy

35, avenue Montaigne

75008 Paris, France

Tel. (011-33-1) 44 43 29 00

Fax (011-33-1) 44 43 29 99

ECONOMIC DATA

GDP

US\$1.573 trillion (1995)

GDP growth rate

2.4% (1995)

GDP per capita

US\$27 119 (1995)

Inflation rate

1.8% (1995)

Unemployment rate

11.6% (1995)

Major exports

Machinery and transportation equipment, chemical products and other manufactured goods

Major imports

Machinery and transportation equipment, chemical and energy products

Major exports to Canada

\$3.12 billion (1995), including electronic equipment and avionics

Major imports from Canada

\$1.95 billion (1994), including forestry products and avionics

GERMANY

Capital: Berlin

GEODATA

Area

357 000 km²

Population

81 million (1994)

Population growth

0.4% (1994)

Major language

German

Major religions

Protestant (42%), Roman Catholic (35%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Roman Herzog

Chancellor Helmut Kohl

Foreign Affairs Minister

Klaus Kinkel

Minister for International Trade

Rex Rodt

Democratic institutions

Federal state, bicameral parliament

UN Human Development Index

Germany ranks 15th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Paul Heinbecker

The Canadian Embassy

Friedrich-Wilhelm-Strasse 18

53113 Bonn, Germany

Tel. (011-49-228) 968-0

Fax (011-49-228) 968-3904

ECONOMIC DATA

GDP

US\$1.821 trillion (1995 estimate)

GDP growth rate

2.1% (1995)

GDP per capita

US\$22 495 (1995 estimate)

Inflation rate

1.8% (1995)

Unemployment rate

9.5% (1995)

Major exports

Machinery, iron and steel products, motor vehicles, chemicals, agricultural equipment, coal and coke

Major imports

Manufactured goods, food, textiles, petroleum products, iron, steel and non-ferrous metals, machinery, chemicals and timber

Major exports to Canada

\$4.8 billion (1995), including machinery, vehicles, electrical machinery, optical and precision equipment, and organic chemicals

Major imports from Canada

\$3.29 billion (1995), including wood pulp and wooden articles, machinery and boilers, electrical machinery, aircraft, spacecraft and parts

ITALY

Capital: Rome

GEODATA

Area

301 245 km²

Population

57.6 million (1995)

Population growth

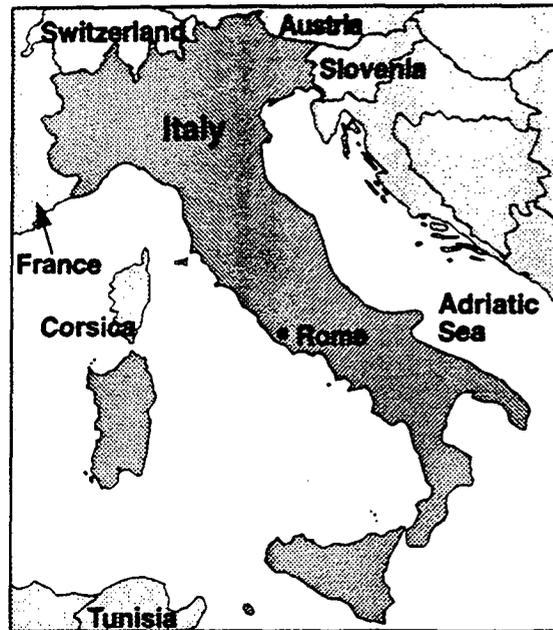
0.2% (1995)

Major language

Italian

Major religion

Roman Catholic (99%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Luigi Scalfaro

Prime Minister Lamberto Dini

Foreign Affairs Minister

Susanna Agnelli

Minister of Foreign Trade

Alberto Clo

Democratic institutions

Bicameral parliament

UN Human Development Index

Italy ranks 20th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador de Montigny Marchand

The Canadian Embassy

Via G.B. de Rossi 27

00161 Rome, Italy

Tel. (011-39-6) 44598.1

Fax (011-39-6) 44598.750

ECONOMIC DATA

GDP

US\$1.444 trillion (1995 estimate)

GDP growth rate

3.3% (1995 estimate)

GDP per capita

US\$25 240 (1995 estimate)

Inflation rate

5.4% (1995)

Unemployment rate

11.9% (1995)

Major exports

Textiles, weaving apparel, metals, production machinery, transportation equipment and chemicals

Major imports

Grain, wood, petroleum, coal, chemicals, raw oils, meat, paper, rolled iron and steel, copper, mechanical and electrical equipment, and cotton

Major exports to Canada

\$3.27 billion (1995), including machinery, boilers and engines, electrical machinery and equipment, rolling stock and vehicles, raw hides and skins, and optical and precision equipment

Major imports from Canada

\$1.83 billion (1995), including wood pulp and fibre, wood and wooden articles, copper sheets and articles, cereals and wheat

JAPAN

Capital: Tokyo

GEODATA

Area

377 801 km²

Population

125.04 million (1994)

Population growth

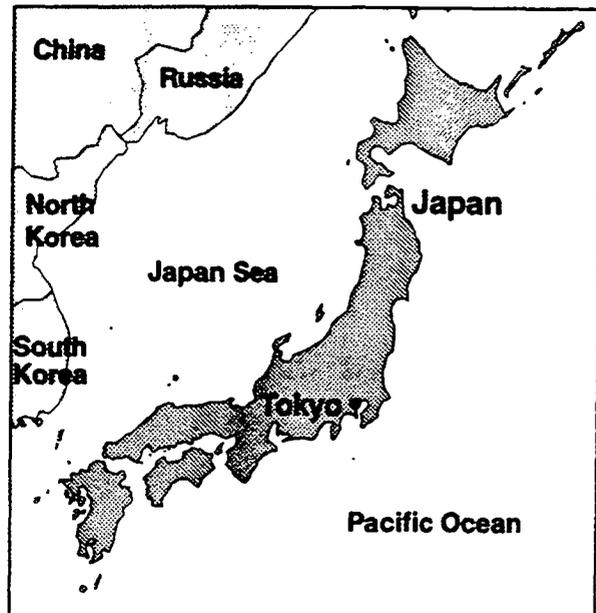
0.4% (1994)

Major language

Japanese

Major religions

Buddhist, Shinto, Christian



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Leader

Prime Minister Ryutaro Hashimoto

Foreign Affairs Minister

Yukihiko Ikeda

Minister of International Trade and Industry

Shumpei Tsukahara

Democratic institutions

Bicameral parliament (Diet)

UN Human Development Index

Japan ranks 3rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Donald W. Campbell

The Canadian Embassy

3-38 Akasaka 7-chome

Minato-ku, Tokyo 107

Japan

Tel. (011-81-3) 3408-2101

Fax (011-81-3) 3479-5320

ECONOMIC DATA

GDP

US\$4.149 trillion (1995 estimate)

GDP growth rate

0.6% (1995)

GDP per capita

US\$33 182 (1995 estimate)

Inflation rate

-0.1% (1995)

Unemployment rate

3.2% (1995)

Major exports

Machinery, metals, chemical products, textile fibres and products, motor vehicles, ships, consumer electronics and optical instruments

Major imports

Mineral fuels, food, raw materials, machinery, and metal ore and scrap

Major exports to Canada

\$12.01 billion (1995), including motor vehicles and parts, computers, chemicals, electronics and photographic equipment

Major imports from Canada

\$12.1 billion (1995), including lumber, plywood, coal, pulp and paper, fish, seafood and oil seeds

UNITED KINGDOM

Capital: London

GEODATA

Area

241 752 km²

Population

58.19 million (1994)

Population growth

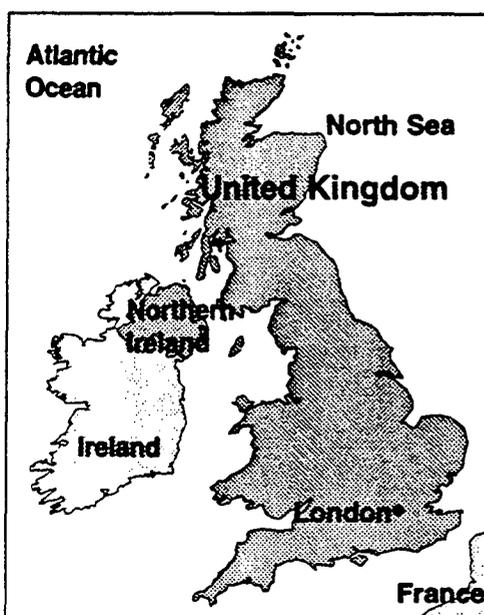
0.3% (1994)

Major languages

English, Welsh, Gaelic

Major religions

Anglican (57%), Protestant (15%), Roman Catholic (13%)



POLITICAL DATA

Type of Government

Constitutional monarchy

Leader

Prime Minister John Major

Minister of foreign Affairs and Commonwealth Affairs

Malcom Rifkind

Minister for International Trade

Ian Lang

Democratic Institutions

Parlement bicaméral

UN Human Development Index

The United Kingdom ranks 18th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

High Commissioner Royce Firth

The Canadian High Commission

1 Grosvenor Square

London, W1X 0AB, United Kingdom

Tel. (011-44-171) 258-6600

Fax (011-44-171) 258-6384

ECONOMIC DATA

GDP

US\$1.325 trillion (1995 estimate)

GDP growth rate

2.6% (1995)

GDP per capita

US\$22 770 (1995 estimate)

Inflation rate

3.4% (1995)

Unemployment rate

8.3% (1995)

Major exports

Petroleum, machinery, motor vehicles, chemicals, metals, non-metallic minerals, manufactured goods, textiles and beverages

Major imports

Manufactured goods, food and beverages, petroleum products, chemicals, machinery, metals and crude materials

Major exports to Canada

\$5.47 billion (1995), including petroleum and petroleum products, machinery and equipment, iron and steel, food and beverages

Major imports from Canada

\$3.87 billion (1995), including wood and paper products, metals and minerals, machinery and parts, and food products

UNITED STATES

Capital: Washington

GEODATA

Area

9 160 412 km²

Population

260.17 million (1994)

Population growth

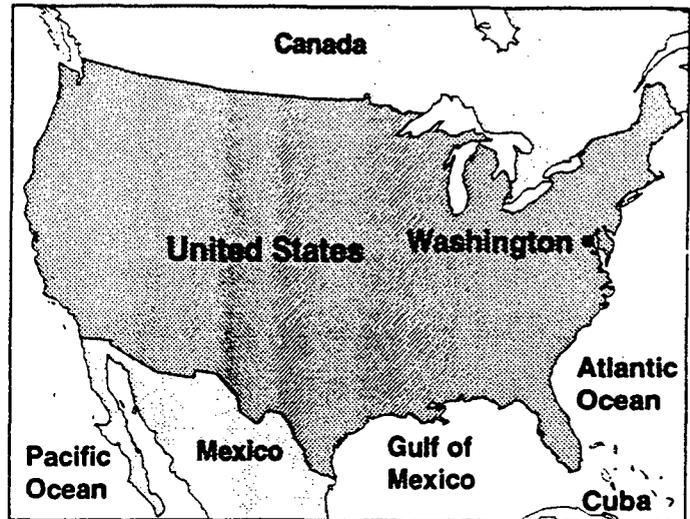
1% (1994)

Major language

English

Major religions

Protestant (61%), Roman Catholic (25%), Jewish (2%), others (5%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leader

President William J. Clinton

Secretary of State

Warren Christopher

U.S. Trade Representative

Mickey Kantor

Democratic institutions

Federal state, bicameral Congress

UN Human Development Index

United States ranks 2nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Raymond A.J. Chrétien

The Canadian Embassy

501 Pennsylvania Avenue N.W.

Washington, D.C. 20001 U.S.A.

Tel. (202) 682-1740

Fax (202) 682-7726

ECONOMIC DATA

GDP

US\$7.248 trillion (1995)

GDP growth rate

2.1% (1995)

GDP per capita

US\$27 600 (1995)

Inflation rate

2.8% (1995)

Unemployment rate

5.6% (1995)

Major exports

Machinery, motor vehicles, aircraft, grain, chemicals, textiles, agricultural goods and military supplies

Major imports

Petroleum and petroleum products, non-ferrous base metals, fertilizers, agricultural products, machinery, motor vehicles and various raw materials

Major exports to Canada

\$150.7 billion (1995), including motor vehicles and parts, computers, telecommunications equipment and plastic materials

Major imports from Canada

\$209.7 billion (1995), including motor vehicles and parts, softwood lumber, crude petroleum, natural gas and newsprint